35¢

CITÉ LIBRE

XIIe année, No 38 JUIN-JUILLET 1961 NOUVELLE SÉRIE



DE L'ANCIEN AU . . . . . NOUVEAU RÉGIME

(Lire en page 3 l'article de Léon Dion)

SOMMAIRE

Des textes de Gérard Pelletier, Pierre Elliott Trudeau, Réginald Boisvert, André Champagne, Alice Poznanska et Yerri Kempf.

Sommaire

XIIe année, No 38
Juin-Juillet 1961

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur:
Gérard Pelletier

Directeur-adjoint:
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaire de la rédaction:
Jacques Hébert

●

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
l'Imprimerie Judiciaire Enrg.

Autorisé comme envoi postal de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

Service des abonnements:
Périodica Inc.
5090, av. Papineau
Montréal 34 — LA 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Agence de Distribution Populaire
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

La maquette typographique est de Gilles Robert

CITÉ LIBRE
NOUVELLE SÉRIE



Ce métier n'est pas un paillasson

(Prière de s'essuyer les pieds ailleurs)

Gérard Pelletier

ON craint de tomber dans le plaidoyer *pro domo*. On se répète à soi-même que la critique garde ses droits, même quand elle est inepte. On se persuade que de subir les accusations les moins fondées, cela fait partie du métier. Et pour toutes ces mauvaises raisons, on se tait.

Mais vient un jour où l'indécence dépasse nettement les bornes, toutes les bornes. L'ignorance agressive, l'incompétence satisfaite et la mauvaise foi (souvent inconsciente) reposent la question. Il faut bien alors rompre le silence, puisque lui aussi deviendrait malhonnête et complice. On n'en reste pas moins persuadé que le travail propre et honnête reste la meilleure réponse à toute critique et le plus fort démenti qu'on puisse servir à la bêtise. On n'en croit pas moins fermement que les faits plaident mieux que les mots, qu'on a tort de se défendre.

Mais si les attaques, par leur caractère et leur fréquence, menacent le métier lui-même?

Il se trouve que le journalisme me tient à coeur, qu'il soit d'opinion ou d'information. Il se trouve aussi qu'au cours des derniers mois, certains journalistes ont donné le spectacle d'une rare indécence intellectuelle. Il se trouve enfin que certains de ces incidents me touchent personnellement, ce qui m'incite à me taire, mais qu'ils compromettent en même temps toute la profession, ce qui m'incite à parler.

Il est des faits qui parlent par eux-mêmes et découragent le commentaire, telle cette *lettre ouverte*, publiée dans un hebdomadaire politique: sur le ton du pamphlet, un individu m'y accuse d'apostasie, de trahison, de blasphème et autres bagatelles. *Or, cette lettre ouverte, présentée comme telle dans le titre, n'est pas signée*. Qui dit mieux?

Dans une revue montréalaise publiée par un ordre religieux illustre (il ne s'agit pas des Dominicains) un révérend père com-

mente le Congrès laïc. Au passage, il parle de chefs ouvriers "qui veulent déconfessionnaliser nos écoles comme ils ont réussi à déconfessionnaliser nos syndicats". Or ce religieux assistait au congrès. Il n'a pas ouvert la bouche, ce qui était son droit. Les journalistes peuvent choisir de se taire. Mais il raconte ensuite des faussetés, ce qui n'est permis à personne, surtout pas aux hommes dont le métier est d'informer.

L'émergence du problème scolaire québecois (droits de certaines minorités, revendications en faveur d'un secteur scolaire non-confessionnel) soulève dans notre milieu une vague de protestations émotives. C'est normal, c'était même à prévoir. Mais que le ban et l'arrière-ban des intégristes communiquent subitement aux journaux, sans la moindre citation ni l'ombre d'une preuve à l'appui, que "*Cité libre* a toujours réclamé l'école sans Dieu"; qu'il se trouve des gens pour écrire pareille niaiserie et des journaux pour la publier, c'est inquiétant.

UN SOMMET

Mais ce ne sont encore là que broutilles. Pour connaître le sommet de l'indécence critique, il faut faire du journalisme télévisé. Il faut surtout le faire avec rigueur et un certain souci de qualité. Si l'on pratique dans l'à peu près le commentaire approximatif et superficiel, on peut vivre en paix. Mais qu'on essaie le moindrement d'approfondir un sujet, cela suffit pour faire de vous le football du premier venu. Rien ne vous est épargné; tous les coups sont permis.

Exemple? Tout récemment, Mlle Judith Jasmin animait à *Premier Plan* une remarquable enquête sur les courants actuels de pensée chez les étudiants de nos universités. Il était sensible pour la dernière des concierges que l'effort d'objectivité, l'échantillonnage des jeunes et la conduite des intervious relevaient de la plus rigoureuse conscience professionnelle. Mais le bilan des opinions étudiantes était, sous plusieurs aspects, déprimant. A qui s'en est-on pris? A notre système d'éducation? A l'atmosphère de nos familles? Aux "acides modernistes" qui corrodent toutes les valeurs? Pas du tout: à Mlle Judith Jasmin. Ainsi les tyrans de l'Antiquité faisaient-ils mettre à mort les porteurs de mauvaises nouvelles.

Qu'on me permette une fois de plus de me mettre en cause. En guise de préparation pour deux reportages télévisés, relatifs à la guerre d'Algérie, j'ai cru nécessaire de parcourir pendant plusieurs semaines les ouvrages historiques consacrés à ce pays. J'ai naturellement choisi les plus valables, ceux qui avaient passé l'épreuve de la critique la plus serrée: Emerit, Nouschi, Lacoste et Prenant, pour les toutes dernières années, Favrod. — Encore n'ai-je affirmé que timidement, sur les ondes, ce que ces auteurs nous donnent comme certitudes indiscutables.

Sans doute les critiques de notre presse n'avaient-ils pas le loisir de procéder à semblables lectures avant de publier leurs articles. Je le comprends et l'admets volontiers.

Mais que l'un d'eux mette en doute les plus assurées de ces données historiques, pour avouer ensuite n'avoir jamais lu un ouvrage sérieux sur l'histoire algérienne; qu'un autre se contente d'insinuer sous la forme interrogative (refuge des froussards) que mon exposé était malhonnête; qu'un troisième affirme, avec l'arrogance des ignorants, que la moindre étude de l'histoire algérienne détruirait mes affirmations et que mes propos se situaient "à égale distance entre l'information sérieuse et la propagande", je ne puis pas en rire.

DANGER!

Ce serait drôle, peut-être, voire bouffon, si ce n'était pas si dangereux. On se demande en effet combien de temps encore les professionnels de l'information pourront prendre leur rôle au sérieux, comment ils pourront persévérer dans une certaine ferveur, comment pourront s'établir chez nous des *moeurs* et une *tradition* en matière de journalisme, si notre meilleure presse(je ne songe même pas à *Montréal-Matin* ni à *Nouvelles illustrées)* cultive le préjugé au lieu du sens critique.

Le commentaire existe pour éclairer les esprits, la critique pour encourager à une rigueur que le lecteur et le téléspectateur moyens ne réclameraient pas d'eux-mêmes.

On utilise l'un et l'autre pour interposer l'à-peu-près entre l'informateur et son public.

★

La présente livraison, juin-juillet, de CITE LIBRE, marque la fin d'une saison. La revue ne sera pas publiée en juillet. Nos abonnés recevront le prochain numéro à la fin d'août. Bonnes vacances.

De l'ancien au nouveau régime

Léon Dion

L'EVENEMENT du vingt-deux juin est dorénavant un fait historique. Il importe de jauger les significations de ce fait sur le présent et l'avenir de la Province de Québec et du Canada.

Nous nous trouvons, pour l'instant et pour quelque temps encore, en période de transition entre deux Régimes politiques de la même façon que nous sommes en période de transition entre deux types de société. Il me semble que pareille convergence de situation entre le politique, le social et le culturel est plus que fortuite et passagère. L'Ancien Régime a corrompu et dégradé plusieurs valeurs et modes de comportement de la société traditionnelle par l'utilisation "réaliste" qu'il en a faite: certaines de ces valeurs et certains de ces modes de comportement ne survivront pas à sa chute, le même sentiment de répulsion s'étant attaché à celui-ci et à ceux-là. Inversement, le Nouveau Régime, s'il est fidèle à la mission qu'il s'est donnée, sera le héraut et l'accoucheur de nouvelles valeurs et des modes de comportement en processus de gestation.

Les perspectives ainsi ouvertes débouchent sur les problèmes les plus fascinants qu'une société puisse suggérer à la réflexion des hommes. Dans le présent article, je me propose, d'abord, de tenter une évaluation sommaire du climat d'esprit qui prévaut depuis le vingt-deux juin; ensuite, d'indiquer dans quelle mesure le Nouveau Régime favorise l'émergence des élites nouvelles. Un si vaste sujet ne saurait être traité de façon adéquate dans un espace restreint: aussi, dans la première partie, je me bornerai à la discussion de l'ampleur et de la vigueur de la critique politique qui prévaut sous le Nouveau Régime; et, dans la deuxième partie, à la description de la situation et des rôles d'une fraction seulement de l'élite nouvelle, c'est-à-dire des éveilleurs d'opinion de premier rang. Ce n'est qu'en prolongement de cette discussion que je serai conduit à faire quelques remarques marginales sur la situation des chercheurs et des hommes de science.

— I —

LE CLIMAT D'ESPRIT

Il n'est peut-être pas sans intérêt de se demander si la profonde impression de soulagement qui s'était manifestée lors de l'interrègne Paul Sauvé par suite de la mort de Duplessis se serait prolongée pendant plusieurs mois encore et surtout si cette impression aurait survécu aux élections générales que le nouveau premier ministre aurait sans doute déclenchées au cours de l'été dernier en remportant selon toute probabilité une victoire facile sur des adversaires complètement désorientés. La solution de ce problème hypothétique aurait sans doute dépendu de la décision qu'il lui aurait fallu prendre quant à la composition de son gouvernement: aurait-il continué de gouverner avec l'ancienne équipe ou au contraire se serait-il débarrassé des escrocs installés au sein de son ministère, sans hésitation et avec la franchise qu'il semblait avoir adoptée comme son *leitmotiv* de conduite, — franchise qui lui avait gagné une sympathie quasi-générale.

De toute façon, par delà toutes les hypothèses dont aucune ne se réalisera plus maintenant, l'interrègne Sauvé a produit un fait qui a grandement contribué à diminuer la signification psychologique de l'événement du 22 juin. Ce fait est le suivant: la libération politique de la Province de Québec n'a pas suivi la prise du pouvoir par l'équipe libérale Lesage mais elle avait déjà été amorcée sous l'interrègne d'un gouvernement de l'Union nationale.

Je n'ignore pas que la situation menaçait de se détériorer sérieusement sous le second interrègne Barrette. Je n'ignore pas non plus que les incidents et les remous qui se sont produits au sein de l'équipe de l'Union nationale durant et à la suite de la campagne électorale permettent d'établir qu'une victoire de l'ancien gouvernement nous aurait fait rapidement perdre le terrain conquis et nous aurait ramenés à un état d'asservissement probablement plus contraignant encore que sous les dernières années du régime Duplessis. Mais il n'en reste pas moins que c'est sous un gouvernement de l'Union nationale que notre génération a la première fois goûté du fruit de la liberté politique. Nous étions reconnaissants envers l'homme qui nous avait comme pris par surprise en établissant de façon rapide et décisive, comme si le tout avait été mûri longtemps à l'avance, les conditions de base de notre émancipation politique (avant tout en démystifiant la notion d'autonomie provinciale). Et cette reconnaissance, plusieurs l'avaient projetée sur le parti qu'il dirigeait. Et c'est ainsi que, même après la disparition inopinée de Sauvé de la scène politique et même après qu'il fût devenu évident que les conditions redevenaient franchement mauvaises au sein de l'Union nationale, ce n'est que de justesse que l'équipe libérale de Lesage, qui pourtant se présentait en brandissant devant l'électorat l'étendard de la liberté, fut portée au pouvoir.

CUIQUE SUUM

L'interrègne Sauvé avait brouillé toutes les conjectures, et c'est ce même interrègne qui empêchera le Nouveau Régime de passer de façon non ambiguë à l'histoire comme le héraut et l'artisan de l'émancipation politique de la Province de Québec. Faut-il s'en réjouir ou s'en attrister? Pour ma part, j'estime qu'il n'est jamais bon qu'un gouvernement puisse revendiquer trop d'actes spécialement méritants. Cela le porte à l'arrogance et le conduit souvent à retomber dans les travers qu'il avait originellement corrigés. Il est bon de toujours se souvenir que la propension au vice est bien plus connaturelle à tout gouvernement que l'inclination à la vertu. Cette tendance est un corollaire de l'effet corrupteur du pouvoir sur les hommes. Jean Lesage a raison de répéter que son gouvernement est "l'ami du peuple". Cela est vrai pour l'instant et pour quelque temps encore — aussi longtemps que le contrôle populaire sur les hommes au pouvoir sera suffisamment étroit et vigoureux. C'est maintenant, et non pas dans dix ans ou même dans cinq ans, qu'il nous faudrait relire tous *On Liberty* de John Stuart Mill. Par conséquent, à tout prendre, cela me plait assez que le présent gouvernement libéral doive partager avec un ancien gouvernement de l'Union nationale l'acte mémorable de l'émancipation politique de la Province de Québec.

Ceci dit, il n'en demeure pas moins que les gouvernants actuels sont désireux de gouverner avec et pour le peuple et que la seule pensée de gouverner sans lui et contre lui leur fait horreur. Je ne crois pas que Sauvé — eût-il assez longtemps vécu pour se faire pleinement connaître — aurait manifesté un sens démocratique aussi remarquable. Est-ce là un pur camouflage tactique de la part des hommes du Nouveau Régime? Il me semble que nous devons avoir le préjugé favorable à leur endroit. Nous n'avons d'ailleurs pas le choix. Un état d'esprit modérément optimiste prévaut chez la plupart de ceux qui n'ont pas d'intérêts personnels à faire prévaloir. Les seuls en définitive qui ruent dans les brancards de façon inquiétante sont les "patronneux" frustrés. En outre, il ne faut pas trop exiger d'un gouvernement, même du meilleur des gouvernements. Selon le proverbe chinois: il ne faut pas demander à un serpent d'avoir des pieds.

APPEL À LA CRITIQUE

C'est un fait bien connu que les gouvernements craignent généralement la critique par dessus tout. Or, dès les premiers mois qui suivirent la prise du pouvoir, plusieurs ministres du nouveau cabinet déclarèrent avec insistance qu'ils voulaient être critiqués fermement et vertement, qu'ils avaient besoin de la critique pour mener à bien leur lourd programme législatif. Et ils ne prenaient même pas la peine de qualifier le mot "critique" par le rituel adjectif de "positive". Car tout le monde sait bien ce que signifie l'expression "critique positive" lorsqu'elle vient de la bouche de chefs de gouvernement! Est-ce là pur masochisme de la part de nos nouveaux hommes politiques? Je crois plutôt que ce désir chez eux d'être critiqués vient de leur inexpérience politique associée à un grand souci de bien gouverner. Quoiqu'il en soit, pareille attitude diffère de façon assez caractéristique de celle du cynique et suprêmement intelligent Joseph Goebbels qui, parlant du droit à la critique, écrivait dans le journal officiel de la *N.S.D.A.P.*, le *Volkischer Beobachter*, en date, je crois, du 20 mai 1936: "Que ceux qui ne sont pas contents le disent — s'ils n'ont pas peur de finir leurs jours dans un camp de concentration."

Cette attitude vraiment magnanime et quasi-unique dans les annales politiques survivra-t-elle aux critiques *de fait*, aux critiques qui auront été écrites noir sur blanc? C'est là une toute autre question. En général, il est difficile à ceux qui détiennent un pouvoir quelconque d'admettre qu'ils ont des torts dans l'exercice de ce pouvoir. En un sens profond, la légitimité de la détention d'un pouvoir est fonction du bon usage qu'on en fait. Les gouvernants, surtout ceux qui détiennent leur fonction de l'élection, ont toujours parfaitement conscience de cette particularité du pouvoir légitime et c'est pourquoi ils croient sincèrement que les seules "bonnes critiques" sont celles qui les confirment dans le bien fondé de leurs actes. Par contre, un jeune gouvernement, encore inexpérimenté, favorise ce qu'on paurrait appeler la critique "préventive", c'est-à-dire celle qui précède les actes de législation. Une telle critique lui permet de jauger l'état de l'opinion publique par rapport à telle ou telle question et de surmonter ses nombreuses hésitations devant l'action à entreprendre. Je crois que c'est ce type de critiques "préventives" que le Nouveau Régime attend du peuple et nous aurions bien tort de les lui refuser. Par contre, il est bien certain qu'un gouvernement ne peut s'attendre à ce que toutes les critiques qui lui sont adressées soient de cette catégorie. Il doit, s'il ne veut pas porter attentat aux valeurs démocratiques qu'il accepte en principe, se soumettre d'assez bonne grâce aux critiques "thérapeutiques" et aux critiques de "diagnostic" qui sont autrement plus amères et plus cuisantes que les critiques "préventives". Les hommes du Nouveau Régime se soumettrons-ils de bon coeur à tous les divers traitements de chocs? Il est trop tôt pour se prononcer sur ce point parce que la critique n'a pas encore eu le temps, ni le goût, d'aiguiser ses armes les plus tranchantes.

RÔLE DE L'OPPOSITION

Dans un régime parlementaire de type occidental, la première forme de la critique — critique partisane mais permanente et très efficace — vient des groupements d'oppositions aux assemblées législatives. Ici, et c'est là un grand malheur, au-

cune opposition parlementaire sérieuse et menaçante ne fait front au Nouveau Régime. Rarement aurons-nous vu dans les annales de l'histoire parlementaire des pays britanniques une opposition si nombreuse faire si peu de "mal" au parti gouvernemental. Le grand tort de l'opposition consiste à n'avoir pas compris que les techniques politiques duplessistes ne produisent des résultats escomptés que si elles sont employées par un parti au pouvoir. Excepté au cours des périodes électorales, un parti d'opposition qui utilise les techniques du "bossisme", lorsqu'il n'y a plus de "Boss" ou encore lorsque le "Boss" ne dispose pas de contrôles pour mettre ses menaces à exécution, projette sur lui le discrédit et l'indignation morale de la majorité de la population. Quelques-uns, dans des articles à *Cité Libre,* dans *Le Devoir,* dans *Situations* ou ailleurs ont manifesté leur inquiétude devant le "vide oppositionniste" à l'Assemblée législative. Malheureusement, une fois cette grave lacune constatée, ils se sont généralement lancés dans des tirades spéculatives et tout à fait dénuées d'intérêt pratique sur l'orientation que l'opposition *devrait* prendre:à "droite" ou à "gauche" du Nouveau Régime! Comme s'il appartenait non pas à la volonté populaire mais à quelques cerveaux pris de démangeaisons "actionistes" d'en décider. Il y a là pourtant une grave question de fait: il n'y a pas d'opposition organisée qui exerce un contrôle effectif sur le nouveau gouvernement. A mon avis, il est illusoire de s'attendre à ce que la simple nomination d'un nouveau chef lors de la prochaine convention de l'Union nationale ait un effet sensible sur le comportement purement obstructioniste de la députation oppositionniste existante. Il n'existe, dans un régime comme le nôtre, qu'une seule méthode éprouvée qui permette d'apporter les correctifs qui s'imposent: le déclenchement, par le gouvernement, de nouvelles élections générales. Il faudrait bien sûr que le déclenchement de nouvelles élections provoquât la convocation accélérée de la Convention de l'Union nationale, que celle-ci procédât à la nomination d'un homme de fortes possibilités politiques, comme Jean-Jacques Bertrand par exemple, et que ce dernier effectuât aussitôt l'opération de grand nettoyage qui s'impose au sein du parti. Et si le peuple, dans l'intervalle, s'est véritablement assagi, il enverra au parlement une députation mieux qualifiée et convertie à l'idée que l'intérêt général prime celui des partis. Maintenant, quant à la question de savoir si le prochain gouvernement et la prochaine opposition parlementaire seraient à "gauche", au "centre" ou à "droite" — il appartiendra aux groupements partisans de s'organiser en conséquence et à l'électorat d'en décider!

Mais non seulement n'existe-t-il pas d'opposition parlementaire valable mais au surplus la somme totale des critiques émanant d'intellectuels" partisans" est strictement égale à zéro. C'est là à coup sûr la part la plus néfaste de l'héritage légué à l'Union nationale par le Duplessisme.

RÔLE DES INTELLECTUELS

On a tout à fait tort de comparer, comme on le fait parfois, le Duplessisme aux régimes fascistes européens des années '30. Ces régimes ont su faire de la place pour les intellectuels qui se sont trouvés par tempéramment, par goût ou par nécessité attirés par les principes de base du national-socialisme allemand ou du facisme italien. Sous le national-socialisme, notamment, il y eut un nombre considérable de savants et d'intellectuels de toute catégorie qui non seulement ont donné leur appui au Régime mais encore ont grandement contribué à l'édifier et à le consolider. Le Duplessisme s'apparente plutôt aux régimes dictatoriaux de l'Amérique latine ou encore aux gouvernements "réalistes" de certaines villes ou Etats américains des années '20. Il serait aussi intéressant de le comparer au McCarthisme. En effet, nous savons que le McCarthisme a attiré à lui, en plus de la foule des honnêtes gens, les tripoteurs, les gangsters, les nouveaux millionnaires louches du Texas, les entremetteurs et les prostituées, les trafiquants de tout acabit, de bonnes dames patronnesses, quelques évêques et une fraction du clergé tant protestant que catholique, les courtiers cauteleux, la racaille parmi les rangs de la police, du Barreau et du Banc, les fanatiques de l'américanisme... et qu'il a fait fuir les intellectuels de premier rang à l'exception de quelques-uns, comme William F. Buckley, jr. et L. Brent Bozell, qui ont suivi McCarthy en raison de leur forte inclination au conservatisme et de leur peur du communisme.

...SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Par sa structure anatomique même, le Duplessisme, tout comme le McCarthisme, était foncièrement allergique à toute médication étiquetée "idée" parce que l'un et l'autre Régimes ne pouvaient se prêter à l'"intellectualisation" sans révéler du même coup leurs malformations constitutionnelles et leur putréfaction organique. Or tout le monde sait que l'étiologie d'un monstre ne sert pas la réputation de celui-ci parmi les non-monstres! Le Duplessisme, lui qui pourtant aurait eu la capacité de rémunérer grassement les intellectuels, n'a même pas cherché sérieusement à les attirer à lui, parce que le "chef" savait instinctivement qu'une telle manoeuvre aurait été un suicide. Non seulement il n'a pas cherché à se les gagner, mais il les a délibérément éloignés, préférant plutôt neutraliser leur influence en les discréditant auprès de l'électorat. Les quelques intellectuels que l'Ancien Régime a dû obligatoirement utiliser pour permettre le fonctionnement de l'organisation centrale de la presse du parti, de la publicité, et le reste, sont toujours restés dans l'ombre la plus complète et ils étaient complètement muselés. Les quelques noms d'in-

tellectuels duplessistes qu'on pourrait citer représentent des cas si pathétiques qu'il serait simplement indélicat de les mentionner. Mais pour faire comprendre l'ampleur de l'anti-intellectualisme de l'Ancien Régime il faut quand même fournir un exemple. Je choisis celui de Clément Brown parce qu'il a su ou pu s'échapper de la trappe à rats pendant qu'il était encore intact. Finissant de la promotion de 1948 à la Faculté des Sciences Sociales de Laval à un âge relativement avancé et à une époque où les gradués de cette faculté ne trouvaient pas toujours facilement un emploi qui leur convînt, Brown reçut une offre de Duplessis de se charger du journal officiel du parti. S'étant depuis longtemps destiné à une carrière journalistique, Brown accepta cette offre de travail. Nous savons maintenant, depuis qu'il est devenu correspondant d'Ottawa au *Devoir*, que Brown est capable de faire à l'occasion d'excellents commentaires journalistiques sur les événements politiques courants et qu'il ne craint pas d'émettre ses opinions personnelles lesquelles parfois ne manquent pas d'intérêt. Mais alors comment se fait-il qu'il n'ait fait rien qui vaille pendant les quelques années où il fut chargé du journal de l'Union nationale? Mes dernières conversations avec lui remontent à plusieurs années mais il me semble qu'il ne renierait pas l'explication suivante: quoique foncièrement d'esprit conservateur, il est intellectuellement tout à fait honnête et intègre et il n'a jamais pu assister aux tripotages de ses employeurs sans en ressentir une profonde nausée. Il n'a donc jamais pu servir avec sincérité la cause de l'Union nationale même si on lui demandait de se borner à mettre sur le marché des nouvelles la "crème" du "composé" politique, laissant à d'autres le soin de traiter ailleurs et dans des conditions plus "intimes" le "petit lait". Or s'il n'est pas parfaitement sincère avec lui-même, un journaliste, tout comme tout autre écrivain d'ailleurs, ne peut rien faire de bon. C'est d'ailleurs là un des facteurs d'explication de l'existence dans tous les pays de si peu de bons journalistes!

LES RAISINS DU MÉPRIS...

Tant que Duplessis maîtrisa fermement les rênes du pouvoir, l'absence d'intellectuels dans les rangs du parti, loin de limiter le contrôle de celui-ci sur la population, favorisa plutôt ce contrôle en permettant à un petit groupe de "réalistes" d'agir au gré de leurs impulsions schizophréniques. Inversement, du moment que par l'application du frein de sûreté que constitue, malgré tous les tripotages, notre système constitutionnel démocratique, le parti de l'Union nationale est devenu un simple groupement d'opposition, l'absence d'intellectuels parmi ses rangs se fait cruellement sentir. Le parti n'a pas de porte-parole attitrés qui aient un prestige intellectuel suffisant pour être lus et écoutés par ceux qui ne sont pas des fanatiques de la "cause" et qui de toute façon n'ont aucunement besoin, pour les garder au bercail, qu'on leur écrive et qu'on leur parle! De plus, phénomène autrement plus grave, cette absence d'intellectuels parmi les voix oppositionnistes, prive le Nouveau Régime des critiques partisanes plus élevées et plus pondérées que celles de la simple obstruction parlementaire dénuée d'intelligence — critiques qu'il souhaite pourtant et qui lui feraient un si grand bien.

...ET DE LA LASSITUDE

Mais, m'objectera-t-on, à défaut de critiques "intellectuelles" partisanes dont on est bien obligé d'admettre l'absence, il existe certainement des critiques "indépendantes", lesquelles, parce que non inspirées par un point de vue partiel et déformant, sont d'autant plus utiles, voire précieuses, au Nouveau Régime, et le reste... Ici encore, on constate que de telles voix critiques ne se sont pas jusqu'à maintenant fait entendre — ou si faiblement! Et quant à l'émergence prochaine de critiques "indépendantes" vigoureuses — je suis d'opinion qu'il ne faut pas trop s'y fier. Et il m'est très facile d'appuyer cette opinion sur des arguments d'une très grande solidité. Il existe d'abord des raisons "structurelles" qui tiennent au tempérament, à la formation et aux intérêts des intellectuels. Je parlerai de ces raisons dans la deuxième partie. Il existe aussi des raisons "circonstancielles" qu'il suffit ici d'évoquer. Prenez au hasard *Le Devoir, La Presse, Cité Libre,* ou même n'importe lequel des journaux provinciaux qui ne sont pas franchement partisans. Ecoutez, toujours au hasard, n'importe laquelle des émissions de T.V. ou de radio dites de commentaires politiques. Vous serez d'abord surpris du petit nombre de ceux qui discutent les problèmes politiques d'intérêt provincial (ces mêmes personnes sont d'ailleurs aussi "spécialisées" dans les questions politiques nationales ou internationales, et comme question de fait, ils sont "spécialistes" en tous domaines!). Vous constaterez ensuite, je crains, l'uniformité et la médiocrité des opinions exprimées. Les uns et les autres ont pourtant des arrière-plan divergents: anciens apôtres catholiques laïques, facistes, socialistes, marxistes — la plupart se rejoignent pour l'instant et, disons-le, font un peu la cour au nouveau pouvoir. Et comme les circonstances de leur vie expliquent bien ce comportement conformiste! Pendant des années ils ont parlé et critiqué en marge du gouvernement et en marge de l'opposition officielle. Cela, au risque de leur bien-être et de celui de leur famille. Ils ont lutté, pendant longtemps sans espoir apparent à l'horizon, pour que "ça change!" Par ailleurs, ils sont tous, ou à peu près, dans leur quarantaine — dans cet entre deux âges où on a le souci de "se caser" pour les prochaines vingt ou trente années. Souvenons-nous des lendemains de la campagne politique

de 1956, des appels consternés du *Devoir* à ses lecteurs et de ces "lettres" non signées traduisant une crainte telle que ceux de nos fils qui seront archivistes, en les relisant plus tard, se demanderont si leurs pères avaient le droit, en 1956, de circuler librement dans la rue, de courtiser une rousse ou une brune selon leur goût, et le reste. Or, de façon tout à fait imprévisible même aux yeux d'un analyste aussi fin que notre bon ami "Isocrate", la conjoncture politique s'est tout à coup renversée; de sorte que, d'un côté, l'Union nationale s'est mise à tomber en pièces même avant la mort de Duplessis et, de l'autre côté, le Parti libéral provincial est devenu un parti fashionable pour nos intellectuels jusque là privés d'un mouvement qui procurât quelque poids "massif" à leurs idées. Finies les agitations stériles et verbeuses autour du *Rassemblement*, de l'*Union des Forces Démocratiques* dont la constitution a servi en même temps d'acte de décès, et le reste. On s'est sagement rangé autour du mouvement de renouveau lancé par Jean Lesage (à l'exception, bien entendu, de l'interrègne Sauvé où on s'est mis à déserter le chef libéral pour remettre, avec prudence, j'en conviens, les destinées de la Province entre les mains du nouveau "sauveur"). Dorénavant, les intellectuels cesseront de se considérer comme une génération perdue.

LES FREINS SONT BRÛLÉS

Maintenant donc que les efforts ne tournent plus à l'aigre et que, pour la première fois depuis que l'élite nouvelle s'est constituée, les idées trouvent un certain écho auprès des pouvoirs constitués (sociaux, cléricaux, politiques), il n'est que normal de constater qu'en dehors de la critique "préventive" — elle-même à courte vue — le Nouveau Régime ne se voit confronté avec aucune critique "thérapeutique" ni de "diagnostic" bien frappée. Celui-ci se trouve donc pour l'instant — et pour combien de temps encore? — privé d'un mécanisme de freinage qui pourtant garantit ,peut-être plus que tout autre, la sauvegarde et la perpétuation de la condition démocratique. Il est grand dommage qu'on ne puisse même pas actuellement entrevoir à l'horizon les signes d'une critique sérieuse de longue visée. On a beau dire que les hommes du Nouveau Régime sont jeunes et remplis de bonnes intentions, qu'il faut avoir à leur égard le préjugé favorable. Il n'en reste pas moins que dans vingt ans ils seront les vieux d'un âge différent du nôtre. Cette pensée m'attriste qu'ils pourraient peut-être s'appliquer alors ce reproche qu'un Nietzche vieilli prématurément et sur le seuil de la folie s'adressait à lui-même: "Celui que je suis salue avec tristesse celui que j'aurais pu être."

Envisagé sous le seul angle de la variété et de la vigueur de la critique, le climat d'esprit qui prévaut actuellement dans les premières heures du Nouveau Régime est morne, gris, pour tout dire médiocre. Dans une large mesure, cette condition vient de ce que les valeurs dont le Nouveau Régime est l'accoucheur obligé ou volontaire n'y sont pas suffisamment formulées. Nous savons que nous devons contribuer de notre effort, chacun selon ses capacités, à l'édification pierre après pierre, d'une cité nouvelle. Mais encore faudrait-il se faire une représentation de la cité que nous désirons pour nous et pour nos enfants. Nous nous trouvons en politique — comme dans plusieurs autres domaines — en période de transition. Plaise à Dieu que nous "saisissions l'occasion par les cheveux" afin d'éviter le désastre d'un autre naufrage.

— II —
LE NOUVEAU RÉGIME ET LA SITUATION DES ÉLITES

Le Nouveau Régime ne se définit pas exclusivement par référence au nouveau gouvernement; il est aussi une société nouvelle dont les élites cherchent à se représenter le contour et la contexture et dans laquelle elles s'efforcent de s'insérer.

Il est par ailleurs bien certain, comme je le mentionnais il y a un moment, que les hommes-clés du gouvernement sont les premiers accoucheurs de cette nouvelle société. Les éveilleurs d'opinion dont il sera surtout question dans cette seconde partie réagissent surtout en fonction des stimulations qui ont pour point d'origine les gouvernants. Et c'est là un comportement bien normal de la part d'hommes qui sont par métier des journalistes, des publicistes, des animateurs de programmes de radio ou télédiffusés, des commentateurs, et le reste. Il est donc important, comme premier effort analytique, de découvrir quelles perceptions les hommes politiques se font de la nouvelle société et d'apprécier le rôle qu'ils entendent remplir par l'intermédiaire des mécanismes gouvernementaux dont ils ont la maîtrise.

Comme première manifestation épidermique de l'influence prépondérante exercée par les hommes du gouvernement, je voudrais signaler la suivante: les nouvelles "vertus" publiques tendent à se projeter, surtout sous l'effet des opinions publiques, sur les associations et les organismes privés. Bornons-nous à citer l'exemple de l'honnêteté, que le Nouveau Régime inscrit avec sincérité et constance en tête de son programme de réforme morale de l'administration publique. Or nous assistons actuellement à une campagne généralisée d'honnêteté qui donne la chair de poule à tous les fondés de pouvoir qui ont pu se laisser contaminer par l'exemple inverse et par la tolérance de l'Ancien Régime. L'état de choses qui prévaut actuellement doit réconforter tous ceux qui ont voulu instaurer par la prédication de nouvelles moeurs publiques (et aussi privées?). Mais, ici, comme toujours, l'exemple vaut mille fois la parole.

VAGUE D'ENQUÊTES

Une seconde manifestation épidermique mais dont l'effet à long terme, au début d'une ère de *Welfare State,* sera énorme: le secteur public entre plus intimement que naguère dans le secteur privé — ou plutôt les deux secteurs tendront progressivement — par graduations de plus en plus infinitésimales parce qu'asymptotiques — à se soudre l'un dans l'autre. De sorte que, l'état de choses qui prévaudra dans l'un et l'autre secteur finira par être apprécié d'après des normes communes, les normes de la conscience enfin unifiée de l'individu moral. Je voudrais simplement mentionner ici la vague d'enquêtes déclenchée récemment, notamment par suite d'articles publiés dans *Le Devoir,* sur la gestion des hôpitaux. Il est clair que la nouvelle loi concernant l'assurance hospitalisation a sinon provoqué du moins grandement favorisé la tenue de ces enquêtes. (Les hôpitaux, institutions privées, entrent, par la force des choses, dans le secteur public).

Une troisième manifestation épidermique mais assez importante, elle aussi: le caractère passablement désinvolte, disons adolescent, de certains comportements et réflexes de quelques hommes du nouveau gouvernement. Quelques hommes de l'Ancien Régime, par leur conduite démoniaque, avaient finalement enlisé celui-ci dans la boue. J'ai parfois l'impression que quelques hommes du Nouveau Régime s'évertuent à enfoncer les piliers de ce dernier dans la lune. Un peu intoxiqués peut-être par la puissance que la volonté populaire leur a pour quelque temps déléguée, au surplus inexpérimentés comme hommes politiques, ils semblent croire qu'avant eux rien ne s'est fait, qu'ils doivent tout entreprendre à partir du point zéro. C'est ainsi, par exemple, que la déclaration de René Lévesque,il y a environ deux mois lors d'une conférence, je crois, à l'Université de Montréal, m'a jeté dans l'ahurissement. Selon lui, personne jusqu'ici ne s'est occupé de ce qu'il appelle, dans son langage, la "fonction publique". Il est temps, disait-il en substance, qu'on s'en occupe enfin. Et pour ce faire, en homme qui possède la maîtrise des leviers de commande, il annonçait la création prochaine de quelque chose, d'une école, ou enfin d'une sorte d'institution qui dispenserait des cours en administration publique. René Lévesque devrait savoir, pour ne parler que de Laval, qu'on s'est occupé de la "fonction publique" sous Duplessis, qu'on continue de s'en occuper sous Lesage et, j'ose croire, qu'on s'en occupera encore après le présent Régime. Le département de sciences politiques et administratives offre un programme élaboré et adapté en administration publique; il a récemment mis sur pied une section spécialisée dans ce domaine et l'Université a offert de faire bénéficier tous les services publics — fédéraux, provinciaux et municipaux — de ce programme sans que la Province ne soit obligée de s'engager dans de folles et inutiles dépenses.

L'ÉTAT QUÉBÉCOIS?

Une quatrième manifestation épidermique: le recours par certains hommes politiques de premier rang à l'expression "Etat Québécois" pour signifier le gouvernement de la Province de Québec (1). J'ai entendu des gens dire qu'il s'agissait là de réminiscences d'antécédents nationalistes, ou peut-être bien laurentiens ou jeunes-Canada, encore tout frais, chez certains d'entre eux, mais je suis d'opinion que cette explication a le défaut de sa simplicité même. Je crois plutôt que les hommes du nouveau gouvernement sont subjugués à un tel point par le rôle que remplira le gouvernement à la suite de la mise en application des politiques de sécurité sociale et de bien-être qu'ils ont dans la tête ou qu'ils ont commencé à coucher sur le papier que l'expression traditionnelle "gouvernement provincial" leur semble tout à fait inapte à traduire le rêve d'aujourd'hui et la réalité de demain. Etant donné pareil état d'esprit, seul le mot prestigieux et magique d'"Etat" leur paraîtrait convenable.

Une dernière manifestation épidermique: j'ai l'impression que l'équipe de Lesage n'a pas encore stabilisé ses relations au sein du cabinet et que la division des tâches gouvernementales n'est pas encore convenablement répartie entre les ministres. A en juger du moins par les comportements publics, certains couvrent à eux seuls presque tout le terrain tandis que d'autres ne font guère plus de bruit que des sous-ministres! Ainsi j'ai plus appris en matière des projets gouvernementaux concernant la santé par René Lévesque que par le Dr Couturier! De même, il me semble parfois que certains hommes du gouvernement jouent à cache-cache avec les institutions privées, et qu'ils prennent l'habitude des consultations d'alcôve (secrètes), notamment des consultations "sollicitées" (lobbying par en haut). L'ensemble des services administratifs se ressentira à la longue de cette situation non clarifiée et certaines institutions manifestent des inquiétudes. La session se terminera bientôt et le premier ministre aura alors l'occasion et le temps d'affirmer son autorité sur ses collègues et de faire une distribution mieux ordonnée du travail parmi ceux-ci.

Autant de manifestations — autant de conditionnements qui pèsent sur l'orientation et l'action des éveilleurs d'opinion. Néanmoins, par suite de leur situation et de leurs mobiles propres, les éveilleurs d'opinion, en tant qu'assistants-accoucheurs de la société nouvelle, révèlent des traits spécifiques qui influencent sans aucun doute les perceptions qu'ils se font de celle-ci.

LES ÉVEILLEURS

Et d'abord, qui sont-ils ces éveilleurs d'opi-

---

(1) Le recours à cette expression me paraît traduire des motivations, la plupart non clairement exprimées, si importantes que le sujet mériterait à lui seul un article spécial. Ici je me bornerai forcément à une mention.

nion? Dans une société démographiquement restreinte et relativement peu développée intellectuellement, comme la nôtre, le premier venu pourrait citer leurs noms de mémoire, sans en oublier plus que quelques-uns. Il va sans dire que mon intérêt se porte sur les échelons supérieurs de la pyramide hiérarchique de ce groupe, c'est-à-dire, sur cette fraction qui agit surtout par le truchement des grands *Mass Media* et sur le plan de la société globale. Ils sont peut-être une centaine tout au plus. Ils résident presque tous à Montréal (1). Mais, "qui sont-ils?" Ce ne sont pas des noms, n'est-ce pas, qu'on s'attend que je cite. Il s'agit plutôt de fixer une ou des situations.

Une première question soulevée par l'étude de ce groupe, qui s'est intellectuellement formé entre 1930 et 1945, cette période spécialement anormale et difficile, est son degré d'enracinement dans la société canadienne, et, notamment, canadienne-française. Jusqu'à tout récemment, ils étaient par la force des choses socialement des marginaux. Mais, dans la période de transition entre deux Régimes que nous traversons, ce groupe est en passe de s'insérer profondément dans la société nouvelle.

Trois facteurs lui sont particulièrement favorables. En premier lieu, leurs idées reçoivent maintenant des réponses généralement favorables de la part du pouvoir politique et même du pouvoir clérical et de plusieurs pouvoirs sociaux (2). Il serait très intéressant de fixer avec précision dans quelle mesure le programme du gouvernement actuel réflète les rêves et les projets que ce groupe avait lui-même exprimés dans les années antérieures. En second lieu, leurs idées, parce qu'elles sont portées et transmises par de puissants *mass media* sont de plus en plus retenues par les éveilleurs d'opinion dans les échelons inférieurs — cela avec d'autant plus de facilité qu'elles ont cessé (ou presque) d'être considérées comme non-orthodoxes. En troisième lieu, à mesure que l'élite prend goût au fruit du pouvoir, ses appétits deviennent mieux ordonnés; ses attitudes deviennent plus "bienséantes" de sortes qu'elles portent moins au scandale des faibles; les éveilleurs d'opinion sont maintenant écoutés par la masse et on peut saisir les échos de leurs idées dans les autobus et dans la rue.

NOUVEAUX COMBATS

Cela constitue en même temps un problème. Dans les mois qui suivent un changement de pouvoir, ceux qui ont favorisé ce changement et qui naguère se rangeaient parmi les rangs des non-conformistes doivent forcément prendre position vis-à-vis du contexte modifié qui les confronte dorénavant. Que faire? Plusieurs des anciens thèmes de combat se trouvent par la force des choses épuisés. Alors ou bien on devient insensiblement conformiste (de la nouvelle espèce) ou bien on se cherche, on se donne de nouveaux thèmes de combat.

Mais trouver un nouveau thème de combat, c'est en définitive pointer le doigt sur un "mal" social que le changement de Régime n'aurait pas corrigé. C'est là une opération toujours fort délicate. Celui qui l'entreprend court le risque de se retrouver seul, privé de l'appui de ses anciens compagnons d'armes. La majorité de ceux qui naguère étaient, par la logique des choses plutôt que par leur tempérament, des non-conformistes, accepteront d'assez bon gré de collaborer avec les hommes du Nouveau Régime: ils accepteront les offres de postes-clé comme administrateurs, publicistes ou propagandistes; ou bien ils se consacreront dans les journaux, à la radio ou à la télévision à la critique préventive: ils contribueront à la création d'un climat d'esprit favorable aux hommes nouveaux parmi la population.

Durant les six dernières années de l'Ancien Régime le Duplessisme est devenu le thème dominant qui s'est imposé à l'attention des éveilleurs d'opinion; durant les quatre dernières années, il était virtuellement l'unique sujet de discussion. D'autres thèmes, comme le nationalisme et le cléricalisme, étaient le plus souvent abordés comme des sous-thèmes du sujet principal.

A la suite de la mort de Duplessis et surtout de la victoire libérale du 22 juin, le Duplessisme ne subsiste plus que comme un mauvais résidu que des processus naturels se chargent, semble-t-il, de résorber. Comme pris au dépourvu, les éveilleurs d'opinion, de même que les intellectuels en général, se mirent à se poser le problème du renouvellement des thèmes. Tributaires d'un certain comportement antérieur, c'est-à-dire du comportement "anti" (anti-duplessisme), quelques-uns cherchèrent un nouvel "ennemi" contre qui ils pourraient retourner les armes encore bien astiquées qu'ils avaient forgées dans leur

---

(1) Il n'est pas sans intérêt de mentionner au passage que des quatre grands du ministère Lesage, trois (Lapalme, Lévesque, Gérin-Lajoie) sont aussi de la région de Montréal et qu'un d'entre eux (Lévesque) était membre à parts entières de l'équipe des éveilleurs d'opinion avant le récent changement de Régime.

(2) Il est important de signaler que c'est sous l'Ancien Régime que les éveilleurs d'opinion ont reçu leur entraînement et qu'ils ont fait leur apprentissage aux techniques des **Mass Media.** Il ne serait pas sans intérêt d'étudier dans quelle mesure ils ont contribué à la chute de ce Régime. Par ailleurs, par suite de la maîtrise acquise dans la période antérieure, ils sont les hommes les mieux outillés, les plus sûrs d'eux-mêmes aussi, qui puissent se rencontrer au début du Nouveau Régime. C'est là un avantage considérable qu'ils ont sur les hommes politiques — avantage dont ils profiteront sans doute pour le meilleur ou pour le pire. Ils sont actuellement capables de déclencher, s'ils le désirent, des courants d'opinion publique contre lesquels le gouvernement, encore mal assuré, ne pourrait résister.

lutte contre le Duplessisme. Passer du plan politique au plan clérical était une manoeuvre tout indiquée, qui se déduisait de la logique des comportements antérieurs, sinon des choses. Cependant une telle opération ne pouvait attirer — du moins au début — que ceux qui avaient pris goût au combat pour le combat ou ceux qui dans leur lutte contre le Duplessisme avaient cherché en même temps à donner le coup de grâce au cléricalisme. Les autres, la majorité, allaient préférer travailler à la consolidation des positions chèrement acquises et refuser de s'engager dans de nouveaux combats.

LE MOUVEMENT LAÏQUE

De tous les anciens combattants, mon excellent ami Marcel Rioux est sans doute celui qui a opté le plus résolument en faveur d'un nouveau front de guerre. Procédant avec l'ardeur d'un vétéran éprouvé, il s'est, dans des articles, et le reste, jeté à corps perdu dans la lutte contre le cléricalisme. A tort ou à raison, plusieurs le considèrent comme une figure dominante du *Mouvement Laïque* récemment créé à Montréal. Ecrivant et parlant à temps et à contre temps, il devient insensiblement un souriant bouc-émissaire. Devenu suspect et peu recommandable aux yeux de ses amis (cf: le récent avertissement de *Cité Libre* en tête d'un de ses récents articles sur le nouveau thème), fustigé de la belle manière par ceux qui étaient naguère heureux de le voir s'exposer sur la première ligne de feu de l'ancien front (cf: Filion dans un récent "Bloc-Notes" du *Devoir*), il n'est rien d'autre, pour ses ennemis, qu'une réincarnation de "Satan" (cf: la déclaration de Monseigneur Cabana, qui le vise implicitement mais tout de même directement, au sujet du *Mouvement Laïque*). Il cherche à gagner à sa cause le *Nouveau Parti*, mais là encore ses chances de réussite pour dire le plus sont extrêmement maigres, quelques-uns des membres les plus influents de ce groupement politique le considérant maintenant comme un élément indésirable.

OUTRANCES ET EXASPÉRATIONS

Partisans comme adversaires du cléricalisme — tous tireraient grand profit de la lecture de John Milton sur la liberté de la presse et sur la tolérance *(Aeropagitica)*. Les *Vieux-Livres* Chinois déjà recommandaient l'indulgence dans le combat: laisse toujours, conseillent-ils, une porte de sortie à tes ennemis. Dans l'ardeur de la lutte, il faut se garder, de part et d'autre, de prendre des taupinières pour des montagnes. Il est légitime d'être partisan de la tradition dont il serait insensé d'abandonner sans discernement les valeurs éprouvées; de même, il est légitime de favoriser l'émergence de valeurs nouvelles mieux ajustées à certains aspects d'une société en processus de changements rapides et profonds. Il est important de reconnaître que dans toute évolution, les valeurs anciennes restent mêlées aux valeurs nouvelles. Il en résulte des tensions, des ruptures d'équilibre, mais ce sont là des conditions mêmes du progrès. Au lieu de nous pourfendre les uns les autres à grands coups de dénonciations, cherchons donc ensemble les moyens d'assortir tout cela — l'ancien et le nouveau — de façon à ce que la qualité de notre culture atteigne un niveau optimum. Les extrémistes, d'un côté comme de l'autre, ne font pas actuellement oeuvre utile. Dans le climat d'exaspération qu'on est en train de créer, il deviendra difficile d'entreprendre des études objectives des comportements religieux. Certes personne ne désire une collusion des pouvoirs politique et ecclésiastique. Mais les extrémistes oeuvrent en ce sens: ils contribuent à créer la situation même qu'ils prétendent vouloir abolir! Les attaques immodérées des anticléricaux sont les plus intempestives parce qu'elles provoquent chez les détenteurs des pouvoirs politique et ecclésiastique des réflexes d'auto-défense lesquels, s'ils ne se relâchent pas rapidement, vont les faire se jeter dans les bras les uns des autres. Les récentes déclarations, le même jour, de Lesage et de Mgr Cabana m'inquiètent par leur symbolisme même. Et pourtant, quiconque cherche les enchaînements logiques qui ont provoqué ces déclarations comprend facilement les raisons qui ont porté l'un et l'autre à les faire. La simple pensée que son parti puisse être mêlé de quelque façon au *Mouvement Laïque* ou à quelque courant laïciste que ce soit fait horreur à Lesage. Pour ne considérer que les motifs strictement politiques qui lui dictent sa ligne de conduite, il est clair qu'il ne saurait laisser planer même l'ombre d'un soupçon quant à sa position vis-à-vis d'une opinion que ne partage pas l'immense majorité de la population. Quant à la déclaration indignée de Mgr Cabana, point n'est besoin d'être clérical, pour admettre qu'elle a été provoquée par un réflexe de défense bien naturel. Quel que soit l'angle sous lequel nous les envisagions, nous en arrivons à la conclusion que les positions irresponsables d'un groupe marginal menacent de saper l'effet de l'action constructive qu'une fraction importante de tous les groupes influents ont commencé d'entreprendre. Pourquoi pareille obstination à renouer au sein du Nouveau Régime avec les habitudes de comportement acquises dans les conditions bien différentes de l'Ancien Régime?

LES POSSIBILITÉS OUVERTES

En dépit des orientations excessives de quelques-uns, on doit constater qu'en général les éveilleurs d'opinion sont pour l'instant désireux de travailler à l'intérieur des possibilités ouver-

tes par le Nouveau Régime, tout en étant soucieux de maintenir une position indépendante par rapport au pouvoir établi. C'est là, comme je l'ai indiqué antérieurement, une attitude qui découle normalement de la logique de leur situation actuelle, probablement aussi de leur tempérament et de la logique des choses. Le *Devoir*, peut-être le seul journal chez nous où une pensée indépendante vigoureuse puisse s'exprimer, a tracé la voie. Dans un remarquable article dans *Cité Libre*, Gérard Pelletier a fourni une première définition de la nouvelle orientation et décrit plusieurs éléments des comportements qui paraissent s'affirmer. A la suite d'une récente réunion à Montréal, les principaux collaborateurs de la même revue, dans une déclaration remise aux journaux, ont affirmé sans sous-entendus que *Cité Libre* devait s'ajuster aux conditions du Nouveau Régime. *Cité Libre* entend demeurer une revue critique. Cependant, cette revue, selon ses collaborateurs, ne désire plus offrir à ses lecteurs des articles qui soient exclusivement ou surtout de caractère "dévastateur". D'ailleurs le ton même de plusieurs articles soumis aux éditeurs de la revue a changé depuis le 22 juin. Par contre, beaucoup paraissent indécis quant aux fonctions que *Cité Libre* doit dorénavant remplir et semblent avoir tout bonnement cessé d'écrire. Pour prévenir des décisions ultérieures qui pourraient être graves, *Cité Libre* entend encourager dans l'avenir les efforts surtout constructifs, demeurer une revue critique mais créatrice d'attitudes et d'action (1).

Selon moi, André Laurendeau exprime mieux que quiconque les attitudes et les comportements qui sont en voie d'émerger parmi les éveilleurs d'opinion. Il a pour lui l'expérience, le coeur et le talent. Vadboncoeur, dans un récent numéro de *Situations*, a cru diminuer le prestige de Laurendeau aux yeux des milliers de lecteurs qui lisent son *Blocs-Notes* quotidien en le comparant à Walter Lippmann! Comme si Walter Lippmann n'était pas depuis de nombreuses années un des publicistes américains les plus sûrs et les plus perspicaces (1). Pour ma part, en plus d'apprécier à leur juste valeur ses qualités et ses talents de journaliste, je ne peux oublier qu'il est un des rares éveilleurs d'opinion à manifester un intérêt plus que de façade pour les savants et les chercheurs et à s'inquiéter du sort qui leur échoit dans notre société.

(1) Du moins c'est là la version de la rencontre de Montréal que j'ai reconstituée à partir des documents qui me sont tombés sous la main. Si cette version n'est pas conforme aux faits, je prie les éditeurs de faire les rectifications qui s'imposent.

(1) Il est certain par ailleurs qu'il existe plusieurs points de similitude entre Laurendeau et Lippmann. J'ai moi-même relevé cet apparentement dans: "Opinions publiques et système idéologiques" (non publié).

DÉCLIN DU SOCIALISME?

Cependant, les voies vers lesquelles semblent s'engager les éveilleurs d'opinion et, me semble-t-il, les intellectuels en général, parce qu'elles entraînent un déplacement des centres d'intérêts et conduisent à des définitions de situations modifiées, ne sont pas sans avoir de graves répercussions sur le présent et l'avenir de certains mouvements sociaux. Je ne citerai qu'un exemple: naguère le socialisme était le centre de ralliement d'un certain nombre d'intellectuels; le socialisme est aujourd'hui déserté par la plupart d'entre eux. Le Nouveau Parti, qui cherche désespérément à regrouper les divers courants "plus à gauche" et qui a fait toutes les ouvertures imaginables aux intellectuels lors des deux réunions de décembre dernier, se voit privé d'appuis sérieux au moment où se pose pour lui la question des options décisives. Les dirigeants du Nouveau Parti devront sans aucun doute prendre conscience que la conjecture ne favorise pas leur mouvement. Avant de parvenir à quoi que ce soit, le Nouveau Parti devra résoudre l'ambiguïté profonde de son existence même. Et comment y parvenir sans le concours sérieux des intellectuels de première valeur?

Jusqu'ici j'ai identifié plusieurs facteurs qui conditionnent actuellement les orientations et les comportements des éveilleurs d'opinion. Il me reste à relever le facteur de plus grand poids: les éveilleurs d'opinion sont les manipulateurs attitrés et professionnels des *Mass Media*. A ce titre, plusieurs d'entre eux ont, par un labeur incessant, acquis depuis huit ou dix ans la maîtrise d'un art et de techniques difficiles. Ils retiennent l'attention — et occupent les loisirs quotidiens — de centaines de milliers de gens et de ceux même qui ont le plus de préjugés vis-à-vis des *Mass Media*, surtout de la T.V. Par contre, ils sont, bon gré mal gré, soumis aux conditionnements que leur imposent des mediums d'expression dont la structure et le contenu réflètent à la fois l'aspiration démocratique et l'inspiration capitaliste. On est forcé de reconnaître que le contenu des opinions publiques dans les sociétés socialistes et communistes se situe à un niveau intellectuel bien supérieur qu'il ne l'est dans les sociétés capitalistes (1). Dans les sociétés dans lesquelles prédominent en même temps l'aspiration démocratique et l'inspiration capitaliste on assiste généralement à la fois à une sous-estimation du niveau mental et des attentes du public et à une dévalorisation des artistes, des chercheurs et des savants par les *Mass Media*. On cède trop souvent aux suggestions et aux motivations par en bas. Les dépenses de Radio-Canada sont en par-

(1) Dans mon essai non publié "Opinion publique et systèmes idéologiques", j'ai étudié cette question tout au long par référence à l'U.R.S.S. et aux U.S.A.

tie subventionnées par l'Etat. Cependant, penser que pour autant le problème ne se pose pas pour nous serait nous leurrer. Deux catégories d'exemples illustreront mon point de vue. Nous nous félicitons à juste titre de la qualité de certains de nos concerts symphoniques radio-ou télédiffusés, et de nos télé-théâtres, la plupart du temps d'ailleurs financés par l'Etat. Cependant la préparation de telles émissions demande aux auteurs et aux artistes des mois de travail et de répétitions et leur cachet, à l'échelle d'une année, est insignifiant si on le compare à celui que touchent les auteurs et les acteurs des *soap operas* que commanditent les entreprises privées. Dans pareille situation, il faut craindre une dégradation progressive de la qualité des concerts symphoniques et surtout des télé-théâtres chez nous — sinon leur disparition. La déclaration de Marcel Dubé il y a quelques mois, affirmant sans ambages les raisons qui l'avaient conduit à écrire un télé-roman ("Côte de Sable") devrait faire réfléchir: J'ai travaillé six mois, disait-il en substance, pour écrire un télé-théâtre et j'ai reçu $1,500. Il en va de même de l'"utilisation", à la T.V. notamment, des professionnels (médecins, avocats, ingénieurs, et le reste), des chercheurs et des hommes de science. Ici, on tirerait profit à témoigner moins de servilité vis-à-vis des Etats-Unis et à suivre un peu plus l'exemple de l'U.R.S.S. On devrait recourir à l'expérience et aux connaissances de ces hommes bien plus qu'on ne le fait dans la préparation des programmes et du contenu des émissions et mettre en sourdine la pratique actuelle des participations directes à l'impromptu dans lesquelles souvent les animateurs leur posent des questions en dehors de leur spécialité ou encore en ne leur laissant pas le temps de répondre de façon adéquate. D'autant plus qu'une bonne proportion de ces hommes ne possèdent pas l'art de s'exprimer agréablement, ni avec aisance. Ceux-ci reviennent parfois déprimés de leur expérience, déçus et frustrés. Par ailleurs une telle pratique comporte en soi un danger évident: celui de choisir les "ressources" moins en fonction de la compétence que pour des raisons contingentes (brio dans la performance, qualités de polémistes, prestige auprès du public, et le reste). Les conséquences d'une telle pratique sont graves: dégradation de la recherche et des chercheurs, informations imparfaites et souvent franchement erronées livrées au public, mise au second plan des préoccupations éducatives, et le reste. Celui dont le métier est de travailler avec minutie et circonspection parmi des documents ou en laboratoire, ne peut ainsi répondre, souvent à brûle-pourpoint, à des questions posées par un animateur, sans être infidèle à lui-même et sans tromper le public. Dans la mesure où nous voulons que les *Mass Media* servent aussi des fins éducatives, qu'on procède donc, en y mettant toute la circonspection voulue, à la mise sur pied d'émissions-conférences ou cours. De telles expériences, tentées dans le passé, ont été couronnées de succès. A titre d'exemple, je mentionnerai la série d'émissions pour adolescents et même adultes de l'été dernier, "Monsieur Technos". Je suis persuadé que nous avons actuellement suffisamment d'excellents directeurs, réalisateurs, animateurs et interprètes capables de réciter un texte de façon attrayante, pour assurer le succès de pareilles tentatives dans tous les domaines de l'art et de la science.

REVALORISER L'ESPRIT

Le Nouveau Régime a besoin d'éveilleurs d'opinion compétents et consciencieux. Les divers rôles que ceux-ci accomplissent sont essentiels et irremplaçables. Ils ont, comme je viens de l'indiquer, une grandeur certaine; ils ont aussi leurs limites. Par les conditions mêmes de leur métier, les éveilleurs d'opinion constituent par excellence des agents de transmission et des vulgarisateurs des idées; leur formation, leurs goûts, leur vie même les empêchent d'être, au premier titre, des inventeurs et des créateurs.

Si le Nouveau Régime — au sens fort où je l'entends ici — veut effectivement être l'accoucheur de la société en voie d'émerger, il importe de trouver les moyens d'y insérer les chercheurs, les savants et les philosophes. Ces groupes, au surplus peu nombreux, comportent assurément une proportion très élevée de grands marginaux sociaux, de grands marginaux tout court. N'ayant pas ou peu de collègues si ce n'est, pour ceux qui ont suffisamment de chance ou d'audace, aux Etats-Unis, en Europe, peut-être aussi à Toronto, ils représentent les grands oubliés de notre société.

Une société évoluée — ou qui se prétend telle — est pourtant une société qui par définition devrait créer les conditions de la sécurité psychologique et matérielle de ses savants et de ses chercheurs. Elle devrait pourvoir les outils de travail dont ils ont besoin et leur procurer les moyens de publier, dans leur langage particulier (dans leur langue maternelle aussi!) leurs recherches. Ces hommes ne doivent pas être considérés comme des vulgarisateurs mais plutôt comme des créateurs dans leurs disciplines respectives. C'est aux éveilleurs d'opinion qu'il revient d'étudier et de faire connaître leurs travaux au grand public. Ceux-ci doivent avoir le goût et le temps d'assumer cette responsabilité. C'est par eux, par eux seulement, que chercheurs et savants s'inséreront profondément dans la société. Et, de grâce, qu'on ne commette pas l'irréparable erreur de ne faire connaître et de n'encourager que les travaux portant sur la société canadienne-française. La recherche, comme la science elle-même ne connaît pas de frontière. Le progrès même de la connaissance de notre milieu, exige la présence chez nous de chercheurs, de savants et de philosophes qui nous ouvrent de larges perspectives sur le

monde contemporain dans laquel d'une façon ou d'une autre notre société s'insère. Les travaux des chercheurs ne doivent pas être considérés, comme ils le sont trop souvent, dans les pages littéraires du *Devoir* notamment, comme une affaire de publicité, des produits de consommation locale. De tels travaux sont avant tout des contributions à la science qui, bien sûr, peuvent avoir un intérêt pratique ou même polémique, mais seulement de façon subsidiaire et accidentelle.

Pourquoi, me dira-t-on, accorder tant d'importance à un si petit nombre d'individus? Mais justement parce qu'ils sont actuellement si peu nombreux et que pourtant leur présence et leur contribution est si essentielle, irremplaçable elle aussi!

POURQUOI LA CONNAISSANCE?

Nous entendons souvent répéter la question: pourquoi donc la connaissance? *(Knowledge for what?)* C'est là une question tout à fait symptômatique d'une société où le sens des fins et la capacité de définir des objectifs à long terme se sont perdus. Bref, d'une société qui ne fait pas de place à ses chercheurs, à ses hommes de science ni à ses philosophes, d'une société peut-être qui les tient par suspicion à l'écart. Ces hommes, objectera-t-on, ne sont-ils pas, dans d'autres pays, responsables au premier chef de nombreux crimes contre l'humanité? Ne sont-ils pas à l'origine de tous les totalitarismes qui ont perverti le sens des valeurs de notre génération et de celle qui l'a précédée? Certes! Mais ceux que j'ai appelés, dans le présent article, les éveilleurs d'opinion, en propageant les idées des premiers parmi les masses, ne sont-ils pas tout autant responsables? Et les politiciens, les clercs, les militaires, les magnats de la finance et de l'industrie, qu'hante la passion de la puissance, de la gloire et de l'argent, la masse des petites gens qui s'associent à ceux-ci — tous ne sont-ils pas également coupables? Et pourtant on ne cherche pas à les mettre tous à l'écart à cause des vices de quelques-uns d'entre eux. Pourquoi cette attitude discriminante, ce mépris, envers les hommes de science, les chercheurs, les philosophes dont les idées souvent ont conduit au crime parce qu'elles ont été mal comprises et mal utilisées?

OBJECTIFS À LONG TERME

Je débouche ainsi sur le problème le plus grave qui se pose aux hommes du temps présent — le problème des buts. Ce problème se pose aussi pour nous, mais en termes spécifiques. Le Nouveau Régime ne saurtait se maintenir longtemps au diapason des besoins et des aspirations de la société en voie de gestation sans que ne soient bientôt formulés des objectifs à long terme qui orientent les actions et les projets d'aujourd'hui. C'est ainsi, par exemple, que le Nouveau Régime, bon gré mal gré, ne peut plus être simplement un appendice du capitalisme comme l'ont été ses prédécesseurs, le Régime de Duplessis et celui de Taschereau. Les conséquences, sur nos structures socio-économiques, des lois de sécurité sociale et de bien-être déjà mises en application et de celles qui les suivront au cours des prochains mois, seront sans aucun doute énormes, si on en juge par les effets des lois similaires sur les populations de l'Europe occidentale et notamment de la Scandinavie. L'Amérique du Nord est actuellement la seule région du monde où les positions capitalistes paraissent encore solides. Cependant, des économistes de première valeur ont relevé ces dernières années plusieurs failles dans l'armature du système. Celui-ci réagit et se ré-ajuste, mais en se modifiant insensiblement. Il est possible que la prévision de Schumpeter se vérifie, même dans le contexte nord-américain. Le grand économiste a prédit en effet que la fin du capitalisme ne surviendrait pas à la suite de révolutions catastrophiques comme Marx a cru le démontrer, mais plutôt par suite du fait que les gens cesseraient de le considérer comme un système désirable. Ainsi, selon Schumpeter, le capitalisme dépérirait lentement par suite du manque d'intérêt de la majorité des populations à son égard. Il disparaîtrait comme le font toutes valeurs et toutes institutions en démocratie — c'est-à-dire insensiblement, — à la suite de décomptages de bulletins de votes. Ce n'est donc pas par une loi du gouvernement ni même par l'arrivée au pouvoir d'un Régime dit socialist que le système économique nord-américain subirait des transformations institutionnelles durables. Il le serait plutôt par l'effet des nouveaux programmes de sécurité sociale et de bien-être qui habitueront les gens à préférer les contrôles des fonctionnaires publics à ceux des administrateurs des corporations privées; à désirer davantage les biens de sécurité et de bien-être mis à leur disposition par les gouvernements, que les biens de confort, souvent créateurs de goûts factices et peu à la portée de ceux qui ne disposent pas de revenus élevés, que produisent les entreprises privées s'appuyant sur la publicité; à prendre goût à l'éducation mise à la portée de tous, aux soins hospitaliers gratuits, bref à tous ces services que ne pourvoie pas l'entreprise privée mais que les gouvernements vont mettre en oeuvre, et ainsi de suite. Il est opportun de rappeler que les changements dans la mentalité collective se font sous l'impulsion d'un grand nombre de facteurs. Un de ces facteurs consiste dans l'orientation politique et partisane des gouvernements; mais l'action de ce facteur ne s'exerce pas isolément des autres grands courants d'influence qui agitent les sociétés. L'influence du facteur politique n'est d'ailleurs pas toujours prépondérante quoiqu'elle soit plus primaire et plus autonome que ne le supposent les marxistes.

Tout autant décisive est l'influence des élites non politiques qui, elles, sont soumises à l'action d'une grande variété de facteurs institutionnels (économiques, religieux, professionnels, etc).

UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Dans la période de transition que traverse le Nouveau Régime, chaque projet nouveau, chaque loi, chaque prise de positions par les élites — tout cela conjuguera ses effets et agira dans un sens ou dans l'autre, l'amplitude des conséquences allant s'accroissant au fur et à mesure de la mise en application des divers programmes. Il ne s'agit pas d'apposer ou d'"imposer" un "isme" quelconque au gouvernement Lesage. Certes non! Il s'agit de suivre l'évolution de la mentalité collective qui devrait, sur les questions fondamentales, se modifier graduellement au cours des prochaines années et de prévoir, dans la mesure du possible, l'émergence de nouveaux comportements.

Il revient à la recherche fondamentale désintéressé d'entreprendre de telles études. Et je n'ai cité qu'un exemple du rôle qui lui échoit. En effet, le Nouveau Régime, s'il est fidèle à la mission qu'il s'est donné, a assumé la responsabilité de la mise en oeuvre d'une nouvelle société. Par la force des choses, les attitudes et les comportements traditionnels seront mis en question, mais non pas nécessairement au rancart. Il s'agit là d'une révision qui se fera certes par les hommes — mais par des hommes pensant et agissant *dans le temps.* Ce n'est pas d'un seul coup ni en un seul jour, mais pièce à pièce et au cours des années, que le système économique, de même que toute autre institution, seront mis dans la balance et évaluées à leur poids d'efficacité et de valeur. Des éléments seront édifiées. Tout cela s'accomplira conformément à l'état d'esprit du peuple et à la sagesse de ceux qui l'auront guidé. Ainsi donc lorsque je parle de la recherche et du rôle essentiel des chercheurs, je n'ai pas en vue de stériles combats en faveur des idéologies anciennes, ni promouvant des idéologies nouvelles, je veux dire de ces systèmes unitaires de pensée et de comportement que les détenteurs des divers pouvoirs rendraient obligatoires pour tous. Au contraire, je plaide en faveur de la recherche libre, qui puisse aboutir non pas à des "ismes" quels qu'ils soient mais à la découverte des vérités, pour autant qu'elles nous sont accessibles avec les moyens dont nous disposons. Ce dont la société a besoin c'est de chercheurs désintéressés et pourtant enracinés et non pas des pontifes comme François-Albert Angers, pontifes qui ne cherchent plus les vérités persuadés qu'ils sont de les posséder toutes et qui, s'ils continuent à être écoutés, peuvent accomplir un mal incalculable (1). Nous avons besoin de chercheurs qui, chacun selon sa spécialité et ses talents, contribuent à proposer aux hommes les options qui leur permettent de se situer adéquatement par rapport au monde contemporain et aux conditions changeantes de la société.

ÉLITES NOUVELLES

Dans le présent article, j'ai voulu apporter ma contribution aux efforts de ceux qui désirent parvenir à l'élucidation et à des définitions au moins provisoires des graves questions qui se posent à la société. Sommes-nous vraiment à l'aube d'un Nouveau Régime ou est-ce que le vingt-deux juin n'aura entraîné qu'un simple transfert de pouvoir? Assisterons-nous à une répétition des événements de '36 ou aurons-nous un gouvernement qui présidera à la naissance longtemps retardée de la société nouvelle? Dans une lettre émouvante remise au *Soleil* l'automne dernier, René Chaloult relatait les espoirs que lui, de même que les meilleurs hommes des élites de l'époque, avaient mis en Duplessis et dans son "Nouveau Régime". Il confessait aussi la profondeur de la désillusion qui gagna bientôt les meilleurs éléments du parti — de ceux-là même qui avaient tant contribué à la victoire de Duplessis sur un gouvernement corrompu jusqu'à la moëlle. Une génération entière fut ainsi sacrifiée et l'évolution de la société fut considérablement retardée. Si nous voulons que le Nouveau Régime réalise les espoirs les plus élevés que plusieurs ont placés en lui, notre attention et notre sollicitude inquiètes devront d'abord se porter sur les hommes politiques. Mais ceux-ci échoueront dans leurs tâches s'ils sont désertés ou trahis par les élites, surtout par les élites nouvelles. Aucun homme, aucun groupe restreint d'hommes n'assument à eux seuls toute la responsabilité. Les efforts doivent être partagés parmi plusieurs, parmi le grand nombre. Aucun groupe n'est inutile, ni superflu. La société doit apprendre à utiliser toutes ses élites — chaque groupe à sa place et selon ses capacités. Alors, peut-être n'est-il pas inimaginable que nous puissions dire dans dix ans que le vingt-deux juin aura véritablement marqué les débuts d'un Nouveau Régime.

★

---

(1) Je note avec inquiétude que François-Albert Angers, depuis le 22 juin, est plus actif que jamais. Le ton — et le contenu — de ses dernières lettres au Devoir portant sur les reçus d'impôt pour fins de charité sont abominables.

N.D.L.R.

Pour marquer le premier anniversaire de la chute de l'Union nationale, CITE LIBRE était très heureuse de publier l'article de Léon Dion

que le lecteur vient de terminer. Dion ouvre des voies à la pensée politique que nul ne suivra sans profit.

Dans une note au bas de la page 11, Dion cependant nous prie "de faire les rectifications qui s'imposent" au sujet de sa version de la "Journée Cité libre".

Il suffit de dire ici que la revue n'a jamais désiré "offrir à ses lecteurs des articles qui soient exclusivement ou surtout de caractère dévastateur." Nous n'avons jamais non plus encouragé autre chose que "les efforts surtout constructifs", ni désiré que notre critique soit autre que "créatrice d'attitudes et d'action."

Parce que la conjoncture politique a obligé CITE LIBRE à employer pendant ses dix premières années le langage de l'opposition, une légende s'est accréditée selon laquelle CITE LIBRE aurait affectionné seulement le négativisme et la destruction systématique. Même acceptée par un ami et collaborateur aussi cher que Léon Dion, la légende ne nous en apparait pas moins fausse.

Pour nous, nos luttes pour la démocratie, pour les libertés civiles, pour les réformes économiques et sociales, pour le progrès de l'éducation, pour le respect de la constitution, n'étaient pas du négativisme, même si cela allait à l'encontre des autorités établies et des courants bien pensants. Pour nous, le Rassemblement et l'Union des forces démocratiques n'étaient pas des "agitations stériles et verbeuses", mais au contraire la seule voie alors offerte à notre génération pour construire un mouvement de gauche valable.

Cette voie n'a pas été suivie, avec le résultat que c'est le parti libéral qui exerce maintenant le pouvoir, seul et presque sans opposition. Pour quelques années au moins, les jeux sont faits dans la Province de Québec. Et c'est précisément pour cela que nous avons orienté la revue vers "la recherche libre" pour laquelle Dion fait par ailleurs un si convainquant plaidoyer. (C'est d'ailleurs en ce sens que dans notre numéro de janvier nous nous désolidarisions de l'appel de Rioux en faveur du nouveau parti, — et non en faveur du mouvement laïque, comme le texte de Dion pourrait le faire croire).

Par conséquent, sur la nécessité de la recherche libre et sur la quasi-totalité de la conclusion de l'article de Dion, nous tombons d'accord avec notre collaborateur.

Mais avec Dion il y a ceci de particulier. Même quand on n'est pas d'accord, on tire un grand profit à le lire attentivement.

Pierre-E. T.

UNE PÉTITION À L'ÉCHELLE NATIONALE

PAS D'ARMES NUCLEAIRES POUR LE CANADA!

Les engins nucléaires pourraient anéantir notre civilisation et détruire presque toute vie sur notre planète. Les puissances nucléaires ont des approvisionnements de bombes assez considérables pour tuer tous les êtres vivants.

La propagation des armements nucléaires à des pays autres que ceux les possédant déjà augmenterait le danger des conflits soudains et rendrait les pourparlers de désarmement encore plus difficiles.

Le gouvernement canadien envisage l'acquisition d'armes nucléaires.

Ces engins sont absolument ineffectifs comme moyen défensif contre la menace principale, soit la fusée intercontinentale, et n'offrent qu'une mince protection, si protection il y a, contre les bombardiers atomiques. De plus, la possession de tels armements par notre pays amoindrirait ou détruirait la position dirigeante que le Canada assume dans l'effort international vers le désarmement.

Pour ces raisons — Nous, les soussignés, nous opposons à la distribution d'armes nucléaires à tous les pays ou alliances militaires ne les possédant pas présentement. Nous demandons au gouvernement canadien de refuser les engins nucléaires pour nos forces armées et d'interdire leur installation sur le territoire canadien.

NOM	ADRESSE

(On adresse les signatures: C.P. 1601, Station B, Montréal)

L'école chrétienne... et les autres

Fr. P .A. Liégé O. P.
Professeur à l'Institut Catholique de Paris

N'ATTENDEZ pas de moi que je prenne parti dans les questions qui agitent votre communauté canadienne: comment le ferais-je, étant étranger et de passage dans votre pays?

N'attendez pas davantage de moi que je présente des positions nouvelles sur le problème de l'école confessionnelle, ayant à me faire l'écho de la réflexion doctrinale et pastorale de l'Eglise sur ce sujet.

Le but de ma communication est seulement de vous aider à poser le problème dans les termes qu'exige une foi vivante qui ne se ramène point à un système; à comprendre, avec l'esprit de netteté et l'esprit de nuance tout à la fois que suppose la fidélité dans l'Eglise, le point de vue catholique sur la confessionnalité de l'école.

Je procèderai en proposant quatre approximations successives. Des approximations, non des déterminations...

I. ÉGLISE ET ÉDUCATION CHRÉTIENNE

Deux conditions commandent la conscience qu'a l'Eglise de sa mission d'éducation chrétienne:

1) La foi chrétienne engage toute la vie et doit faire entrer la vie humaine dans une unité supérieure dont l'Evangile est le principe. On connait des formes de religion qui prennent l'homme partiellement: dans certains moments de son existence, et de l'extérieur. La foi chrétienne ne peut s'y ramener, ne souffrant pas d'être saisonnière, ne se contentant pas qu'on "fasse sa part à la religion". Elle est totalisante; ce qui ne signifie pas totalitaire. Elle exige une *conversion* continue de tout l'homme, dans toute sa vie, selon toute sa vision du monde. Pour l'homme devenu croyant plus rien n'est comme avant, l'Evangile ré-interprète et ré-anime tout.

2) L'Eglise prend un risque très sérieux en baptisant des enfants. Par le baptême elle les adopte et les fait participer, avant qu'ils ne puissent en décider personnellement, à un milieu d'Evangile. Mais pour leur donner la chance d'arriver, au seuil de leur maturité, à une décision chrétienne et une ratification des engagements de leur baptême telles que s'ils n'étaient point baptisés ils demanderaient, à l'instar des convertis adultes, le baptême. On pourrait dire que toute l'éducation chrétienne consiste à amener à l'*entrée* dans l'Eglise ceux qui y sont nés. D'où le souci qu'a la communauté chrétienne et ses responsables hiérarchiques d'une éducation qui porte ses fruits dans ce but: cela engage très gravement leur responsabilité de conscience devant Jésus-Christ.

A la lumière de ces deux convictions, qui n'accordera à l'Eglise — à l'Eglise toute entière, communauté des fidèles et pasteurs — le droit et le devoir de veiller, au nom de la mission la plus expresse confiée par son Seigneur, à tout ce qui concerne l'éducation chrétienne?Qui trouverait étonnant que l'Eglise défende sa liberté d'exercer une telle mission?

II. MISSION ÉDUCATRICE DE L'ÉGLISE ET ÉCOLE CHRÉTIENNE

Ici nos affirmations n'ont plus le même absolu. Il s'agit d'un moyen; nous entrons dans le domaine du relatif: ce qui ne signifie pas de l'insignifiant, mais du contingent. L'Eglise *tient absolument* à sa mission éducatrice; elle *tient relativement* à l'école chrétienne. Ici il s'agit d'une position dogmatique; là, d'une position pastorale, devenue canonique.

L'école chrétienne constitue, en effet, un des moyens — pas le seul — découvert par l'Eglise au cours de son histoire pour tenir sa responsabilité inamissible d'éducation. Quoique pendant plusieurs siècles, elle en fut démunie, depuis longtemps elle s'y est attachée.

Les motifs qui donnèrent naissance à l'école chrétienne sont divers: désir d'une éducation maternelle de la foi et des moeurs baptismales, à quoi s'ajouta souvent un motif de suppléance civilisatrice, qui renforça parfois le besoin de se défendre contre un climat social hostile.

Munie de son expérience séculaire, l'Eglise en est arrivée à penser que l'école chrétienne est la seule pleinement satisfaisante pour les baptisés. Sa position est connue de tous.

Il reste que la différence de niveau signalée plus haut laisse à l'Eglise toute latitude pour modifier cette position si les circonstances l'y provoquent. Soit par des exceptions, soit par d'autres expériences. L'histoire de l'Eglise le montre. Le tout est que l'Eglise trouve des moyens équivalents pour exercer au mieux sa mission éducatrice. Comme toute modification d'importance celle-ci ne peut se faire, le cas échéant, qu'avec prudence (au grand sens de cette vertu!)

III. L'ÉCOLE CHRÉTIENNE ET LES AUTRES ÉCOLES

C'est toute la question de la vertu de tolérance chrétienne qui va jouer ici. Cette tolérance dont Gabriel Marcel disait si justement: "La question fondamentale qui se pose à nous est de savoir sur quel principe on peut fonder une tolérance qui ne soit vraiment pas une contre-intolérance et qui, cependant, ne soit pas l'expression ou le témoignage d'un scepticisme complet; mais, au contraire, la vivante incarnation d'une foi" (Du refus à l'invocation, p. 277).

Une telle tolérance conduit nécessairement à reconnaître le droit à l'existence civique d'autres familles spirituelles. Puisque les institutions éducatrices font partie de cette existence civique, comment l'école chrétienne ne reconnaîtrait-elle pas ce droit à d'autres écoles dans un monde pluraliste?

Davantage: si l'école chrétienne revendique de façon motivée son droit à l'existence, ne devrait-elle pas se soucier que la conscience collective des communautés humaines non-chrétiennes jouissent de ses droits également, sans égoïsme dans sa revendication? Surtout lorsqu'on sait – l'Eglise en a fait l'expérience – que les minoritaires sont facilement écrasés et méprisés par les puissants et les privilégiés...

Tout ceci devrait – "J'avance à découvert", disait saint Paul – nous amener à regretter que la communauté chrétienne, lorsqu'elle était majoritaire dans un temps et dans un pays, ait parfois agi avec un peu d'impérialisme; de cet impérialisme spirituel qui n'est pas le moindre des impérialismes en injustice et en cruauté, hélas... Le mythe de l'unité du monde chrétien inventé par Charlemagne pour prendre la relève du mythe de l'unité de l'empire romain a parfois alimenté des confusions avec la catholicité de l'Eglise, qui est d'un tout autre ordre.

IV. L'ÉCOLE CHRÉTIENNE ET SES QUESTIONS

Etant ainsi située et motivée, l'institution qui est l'école chrétienne doit se prêter, comme toute institution historique, aux questions, pour être sûre qu'elle exerce ses devoirs autant que ses droits.

Questions de l'intérieur de la communauté chrétienne; questions de l'extérieur, venant de la communauté humaine.

1°) Questions de l'intérieur, les voici:

– L'école chrétienne prend-elle les moyens d'être pleinement éducative? C'est-à-dire de susciter des hommes libres dans le Christ, des chrétiens adultes? Acceptant pour cela les risques de la recherche, les risques d'une liberté en devenir; rejetant ces conformismes faciles qui aboutissent à donner une carapace plus qu'une colonne vertébrale aux jeunes chrétiens.
– L'école chrétienne suscite-t-elle suffisamment des chrétiens à l'esprit missionnaire, en dialogue avec les non-chrétiens, capable d'un témoignage de qualité au niveau de la foi elle-même?
– L'école chrétienne est-elle soucieuse de représenter *toute* l'Eglise auprès des jeunes baptisés? Toute l'Eglise, c'est-à-dire, en plus des prêtres, des éducateurs consacrés, des laïcs, des parents, des paroisses et des mouvements? Car il s'agit d'évangéliser et de christianiser, non de cléricaliser.

2°) Question de l'extérieur, maintenant:

La communauté chrétienne n'est pas en exil dans la communauté humaine. Elle ne se ramène pas à cette dernière, mais elle y réalise sa présence. Car les jeunes baptisés appartiennent présentement à deux Cités.

– L'école chrétienne accepte-t-elle que la Nation, représentée en particulier par l'Etat ait ses exigences civiques? Car il n'est point exact de mépriser les droits de la nation pour exalter ceux de l'Eglise ou ceux des parents: tous ces droits et devoirs sont importants, chacun dans leur ordre.
– L'école chrétienne a-t-elle le souci de former des citoyens loyaux et compétents au service du bien commun?
– L'école chrétienne a-t-elle le souci de travailler à l'unité spirituelle et politique du peuple, selon un authentique patriotisme?

Sans doute faut-il que ces questions soient posées dans un climat de confiance et de collaboration; dans la clarté des principes que Léon XIII posait naguère en affirmant la souveraineté des deux peuples, chacun dans leur mission propre.

• • •

Si vous me permettez de vous parler plus directement, en ami de votre pays, et de dire mon opinion après cette mise au point théologique, voici ce que je vous dirais:

Il serait grave que votre communauté humaine se divise – comme nous l'avons été dans mon pays – sur des querelles scolaires.

Il serait grave que votre école confessionnelle se révèle inférieure à ce qui la justifie. Tout en vous gardant d'une trop intransigeante exigence dans un temps où tous les responsables de communautés et tous les éducateurs sont dépassés par leur tâche.

Il serait grave que l'opinion catholique, inconsciente du pluralisme dans lequel est aujourd'hui l'Eglise, se refuse, ou même ne s'intéresse pas, à la reconnaissance des droits scolaires des minorités idéologiques.

C'est l'heure du dialogue. Et c'est pourquoi je suis heureux d'en avoir apporté, avec mes copannellistes, le témoignage ce soir. Ce dont je remercie les organisateurs.

★

Tribune libre

Écho à "Urgence d'une gauche nationale"

J.-G. Guay

DANS le numéro de février de cette année, M. Jean-Marc Léger signait un article intitulé "Urgence d'une Gauche nationale". Je me permets d'y faire écho, car le mot "national" y est employé dans un contexte équivoque qui fausse la valeur d'un cri d'alarme très pertinent.

PATRIOTISME ET NON NATIONALISME

Bien que notre pays et, en particulier la province de Québec, soient dominés par le capital étranger et qu'une partie notable de nos classes dirigeantes en soit solidaire, il serait abusif de prétendre que le Canada ou le Québec est une colonie ou même une semi-colonie d'une métropole étrangère.

Notre pays dans son ensemble a franchi ce stade et a dépassé depuis longtemps l'âge ingrat de sa révolution industrielle. Il est d'ailleurs devenu lui-même exportateur de capitaux aux pays sous-développés: ce qui est la forme moderne du colonialisme!

Il n'est donc plus question pour notre peuple de faire cause commune avec ses classes dirigeantes pour s'émanciper du joug d'une métropole colonialiste et se lancer sur la voie d'une industrialisation moderne. Sauf pour fins d'analogies particulières, et purement littéraires, nous n'avons rien de fondamentalement commun avec des pays tels que la Malaisie, la Birmanie, le Congo, la Guinée ou même Cuba.

Le Canada est donc incontestablement un pays souverain, bien qu'il soit dominé par les monopoles étrangers (comme l'Italie, le Japon et l'Allemagne) avec la bienveillante connivence de groupes canadiens, partenaires subalternes de l'exploitation de nos ressources naturelles et humaines.

Le nationalisme, mouvement d'émancipation d'une bourgeoisie naissante et souvent embryonnaire, qui revendique l'autonomie de son domaine national, avec le concours des masses exploitées, est le phénomène des nouveaux pays africains et asiatiques.

Ces pays rejettent le joug colonialiste, non pour entreprendre une révolution socialiste mais pour s'engager sur la voie d'un capitalisme autonome, en accordant au peuple un degré plus ou moins grand de sécurité sociale, selon leurs conditions économiques respectives et selon les revendications de leurs masses laborieuses. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'ils forment le Bloc neutraliste.

Le cas de Cuba ne fut pas différent à l'origine, car c'est la politique à courte vue de Washington qui a forcé les dirigeants de ce pays à s'appuyer de plus en plus sur les pays socialistes et à accélérer les nationalisations pour éviter l'écroulement de leur insurrection dont le but était une réforme agraire dans un contexte capitaliste. Les défections successives d'éléments bourgeois du régime Fidéliste en sont un témoignage patent.

Le nationalisme de tous ces nouveaux pays (sauf maintenant Cuba) n'est rien d'autre que l'aspiration à devenir des pays capitalistes autonomes. Ils n'ont présentement ni l'évolution économique et sociale ni la maturité politique consécutive pour aspirer à devenir des pays socialistes. Le cas de ces pays n'est donc plus un phénomène canadien.

En effet, le nationalisme pour un pays industriel, tel le Canada, ce n'est plus la revendication, par une bourgeoisie évoluée, d'une autonomie qu'elle possède déjà, mais c'est au contraire la défense de ses intérêts commerciaux, par la création de barrières douanières et la mise au pas de ses classes laborieuses.

C'est ainsi qu'au Canada l'on brandit actuellement l'étendard nationaliste pour justifier l'élévation des barrières douanières contre la concurrence étrangère (les produits japonais ou américains, par exemple) et pour justifier la lutte contre le mouvement syndical afin de réduire les salaires sous prétexte d'être en mesure de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

Le nationalisme est donc toujours en définitive l'expression des intérêts de classes dirigeantes dans un contexte capitaliste (embryonnaire ou évolué): soit qu'il coïncide avec les besoins des masses laborieuses comme dans les pays coloniaux, où il est un progrès, soit qu'il s'oppose à ces besoins comme dans les pays souverains et industrialisés, tel le Canada, où il est une régression et un obstacle.

Car en pays coloniaux, classes dirigeantes et masses populaires ont des intérêts qui coïncident pour un temps: l'émancipation de la tutelle colonialiste et l'établissement d'un gouvernement autonome. Mais en pays souverains, classes dirigeantes et passes populaires ont des intérêts opposés: maintien ou hausse du taux de profit pour les premières, accroissement des salaires et des avantages sociaux pour le secondes.

Pour nous au Canada, et en particulier dans le Québec, le problème n'est plus le nationalisme mais bien, et depuis longtemps, le patriotisme, c'est-à-dire la défense des intérêts du peuple et des classes moyennes contre la trahison des classes dirigeantes.

Il ne s'agit pas de logomachie ni de jeu de mots, car la différence est fondamentale et conditionne en fait le comportement de chacun. D'ailleurs la confusion dans les termes reflète toujours la confusion dans les idées, car on ne fait pas d'économique et de sociologie avec des définitions formalistes et statiques de petit dictionnaire mais avec la connaissance des institutions sociales dans leur développement historique.

Le nationalisme est, en effet, un phénomène qui est né et qui mourra avec le capitalisme, tandis que le patriotisme existe depuis qu'il y a des sociétés et ne disparaîtra qu'avec elles. C'est ainsi que les hommes ont, de tous temps, défendu leur patrie, c'est-à-dire leur territoire avec leurs cultures, leurs cheptels, leurs villes, leurs usines, et leurs maisons, bref tout ce qui constitue leur patrimoine matériel et social. Et si les communistes ont prétendu que sous le système capitaliste, les prolétaires n'avaient pas de patrie, c'est que, dans une très large mesure, ceux-ci avaient, en effet, été spoliés de ce patrimoine social qu'est la terre, ce qu'elle produit et ce qu'elle renferme.

Par conséquent, le patriotisme est un phénomène beaucoup plus fondamental et ancien que le nationalisme, en plus d'être l'expression des intérêts de groupes sociaux différents. Alors que le patriotisme exprime, pour tous ceux qui habitent un même territoire, l'attachement légitime pour ce patrimoine où ils sont nés et où ils font leur vie, le nationalisme est au contraire l'ambition des classes dirigeantes d'établir leur autorité politique et leur mainmise économique sur ce même territoire. Car depuis la naissance du système capitaliste et la formation consécutive des nations, un territoire, dans l'optique capitaliste, n'a de sens qu'en tant que débouché ou source de matières premières.

Le nationalisme n'est donc fondamentalement rien d'autre que la revendication d'un marché national au bénéfice des classes dirigeantes capitalistes. Ça n'a donc rien de commun avec la défense des intérêts populaires, des véritables intérêts nationaux. C'est pourquoi la défense de ces véritables intérêts nationaux ne se fait pas sans une idéologie et un programme précis et réaliste.

LES FAUSSES PISTES

Hélas! jusqu'à maintenant la plupart des bonnes volontés se sont égarées sur de fausses pistes telles que le séparatisme, l'antisémitisme, le bilinguisme pancanadien, l'anticléricalisme, le corporatisme, et autres don-quichottismes qui, pendant plusieurs générations, ont épuisé les énergies de nos jeunes intellectuels et découragé leurs espoirs d'une émancipation nationale.

D'abord, le séparatisme est un faux problème car il est prématuré et puéril, à l'heure actuelle, de penser pouvoir rompre le Pacte confédératif, alors qu'on n'a jamais eu, depuis près d'un siècle, la volonté et les cadres sociaux pour même en épuiser toutes les possibilités.

D'ailleurs cette sécession-panacée, qui la ferait? A-t-on songé qu'il serait plus difficile pour le Québec de devenir Etat autonome qu'il l'a été pour Cuba? De plus, pour survivre, il faudrait, comme là-bas, tout nationaliser. Mais y a-t-il ici un mouvement révolutionnaire populaire prêt à cela? Car au Québec, hélas! la simple pensée d'un ministère de l'Education, comme il en existe dans tout pays civilisé, fait trembler les "bien pensants". Nos révolutionnaires de salon sont donc loin de la réalisation de leur séparatisme!

L'antisémitisme, d'autre part, comme l'anglophobie, est chez nous, comme chez bien d'autres peuples, un exutoire collectif à des frustrations socio-économiques dont nous sommes les principaux responsables. Il est tout à fait stupide de se croire lésés par la communauté juive ou anglaise quand le simple aménagement rationnel de notre domaine économique ferait vivre à l'aise une population québécoise trois fois supérieure à celle qui existe.

Le problème n'est pas de jalouser celui qui a une miche, mais de produire du pain en abondance pour tout le monde! Ainsi, ce n'est ni la Confédération, comme le croient les séparatistes, ni les citoyens juifs ou anglais, comme le croient les antisémites et les anglophobes, qui peuvent empêcher le gouvernement du Québec d'établir, par exemple, des industries de transformation pour nos matières premières.

Le bilinguisme pancanadien, hypothèse des plus fantaisistes, est également un cul-de-sac. Ce bilinguisme d'un océan à l'autre ferait-il, en effet, amorcer l'industrialisation du Québec et hausser les salaires de la population québécoise ?Eliminerait-il la misère et l'insécurité? Ou remplacerait-il simplement "unemployment" par "chômage"?

Duplessis n'a résolu aucun de nos problèmes fondamentaux quand il nous a gratifiés d'un drapeau québécois! Le bilinguisme pancanadien, comme les drapeaux et hymnes nationaux, ne sont que des hochets destinés à distraire l'attention des masses des problèmes fondamentaux.

Quant à l'anticléricalisme, cette attitude négative d'adolescent, il place à tort sur le plan religieux un débat qui est fondamentalement économique et social.

Il est évident que le cléricalisme est un stade historiquement dépassé qui correspondait à la période agricole et coloniale de notre histoire, alors que les membres du clergé étaient à peu près les seuls gens possédant une certaine instruction. D'ailleurs, la laïcité de toutes les institutions sociales est une des caractéristiques essentielles de la maturité d'une nation.

Mais accuser l'ensemble du clergé de tous nos maux est à la fois puéril et malhonnête. Si en

certains domaines, tel l'éducation, le clergé a pris et conservé à peu près toute la place, c'est que le laïcat a été trop veule et timoré pour le remplacer. En outre, l'épiscopat et non l'ensemble du clergé est, en général, solidaire des classes dirigeantes et hostile à tout mouvement de véritable émancipation populaire qui met en péril leurs privilèges respectifs.

C'est ainsi qu'avant le 22 juin dernier, Mgr Bernier de Gaspé a condamné les déclarations des abbés Dion et O'Neil, qui avaient réclamé des élections honnêtes et mettaient ainsi en danger la perpétuation d'un régime politique "respectueux" des privilèges.

D'ailleurs, avant la dernière Grande Guerre, le cardinal Villeneuve, entre autres apologies, avait vanté le corporatisme, cette habile manoeuvre de certaines classes dirigeantes qui, pour détruire l'unité populaire d'un mouvement d'émancipation sociale, le morcèlent en groupements professionnels englobant patrons et ouvriers et détruisant ainsi l'unité du salariat. Le corporatisme ajoute donc à la formule du "Diviser pour Régner", la technique du Cheval de Troie et de la 5e Colonne!

LES MOUVEMENTS AVORTÉS

Toutes ces fausses pistes ont mené à la fondation de mouvements de revendications nationales qui, de Bourrassa au Bloc Populaire, en passant par les "Jeune Canada" et autres croisades, ont tous lamentablement avorté. Et la cause profonde de ces douloureux avortements sociaux, outre une idéologie fallacieuse (en partie seulement pour Bourassa) c'est la méconnaissance de ce fait fondamental: la nécessité, dans une coalition nationale populaire, d'isoler les classes dirigeantes!

C'est précisément à cause du caractère nationaliste et faussement patriotique de ces mouvements, par la défense plus ou moins consciente des intérêts des classes dirigeantes, identifiés à tort avec les intérêts patriotiques populaires que ces mouvements revendicatifs ont échoué. Car jamais ils ne se sont appuyés sur les classes laborieuses, syndiquées ou non, mais au contraire ils ont en vain cherché appui sur les forces vacillantes de groupes sociaux plus intéressés à devenir ou à demeurer les partenaires subalternes des grands monopoles et des privilèges établis. Loin d'isoler les classes dirigeantes, ils ont naïvement tenté de s'en faire des alliées.

Les esprits attardés du nationalisme et du séparatisme n'ont pas encore compris que, depuis la Confédération, la lutte entre les deux peuples, français et anglais, s'était transformée en une lutte de classes englobant les deux nationalités!

Est-il besoin de souligner que dans le Québec, outre les groupements nationalistes, les mouvements revendicatifs sont à peu près inexistants. Car on ne peut compter comme telle l'entreprise faussement réformiste et follement utopique du Crédit Social, alias Union des Electeurs, qui constitue le plus typique numéro de cirque de l'arène politique provinciale.

Outre l'antisémitisme, l'antidémocratisme, et naturellement l'antisocialisme, le mythe de la monnaie de ce groupement trahit une ignorance crasse des réalités économiques contemporaines. Accuser une seule institution, telle la monnaie, de tous les maux d'une structure socio-économique est une démagogique duperie et le plus cruel fourvoiement de la jeunesse rurale du Québec. D'ailleurs le Crédit Social québécois ce n'est que de l'exorcisme électoral!

Quant au C.C.F. ou Parti Social Démocratique, il n'a aucune chance de succès dans le Québec (sauf sur le plan fédéral), car sa direction et le gros de ses forces sont hors de cette province et appartiennent à la collectivité anglophone dont il reflète les préoccupations et dont il porte la marque.

D'ailleurs un mouvement social vraiment populaire ne s'importe jamais, puisqu'il exprime ce qu'il y a de plus fondamental et de plus caractéristique dans un peuple.

Si au Québec, on ne trouve aucun mouvement social authentiquement populaire, le seul capable d'atteindre son objectif, c'est à cause de la trahison des élites.

LA TRAHISON DES ÉLITES

Ces élites, recrutées en majeure partie dans les classes moyennes et qui ont pu s'affranchir dans une large mesure de la lourde hérédité de notre éducation obscurantiste et paternaliste, n'ont pas eu le courage d'accepter leurs responsabilités sociales. Retranchées derrière une certaine sécurité économique et bien enfouies dans un petit confort douillet, ces "élites" se sont confinées dans l'attentisme, laissant à d'autres le soin de l'émancipation nationale.

Certains, cependant, pour donner le change à leur conscience nationale et aussi pour meubler leurs loisirs, se livrèrent à un ergotage sans fin sur les questions nationales, dissolvant ainsi dans la salive l'énergie destinée à l'action. D'ailleurs ces timorés se laissèrent facilement terroriser par le chantage des étiquettes, par cette crainte puérile d'être accusés de gauchisme ou de communisme.

Il y eut aussi les traîtres à visage découvert qui luttèrent ouvertement contre toute manifestation d'émancipation nationale populaire.

Par l'indifférence, la démission ou la collaboration active de ces "élites", il fut facile depuis l'entre-deux-guerres-mondiales de gagner toutes les velléités d'émancipation nationale par des tentatives de diversion, en plus des fausses pistes traditionnelles.

Ainsi, au lieu de renforcer le mouvement de revendications ouvrières en le structurant dans un parti populaire, les "élites" nationalistes tentèrent de persuader le peuple qu'un capitalisme canadien français était la solution rêvée, le remède à ses maux.

Quel avantage peut-il y avoir à vivoter à un salaire de $50 à $75 par semaine au service d'un Dupuis ou d'un Légaré plutôt que d'un Smith ou d'un Braunstein? Il ne s'agit pas, en effet, de changer de maîtres mais de s'affranchir!

Autant par la trahison du silence que par celle de la collaboration active, nos élites, c'est-à-dire tous ceux dont l'instruction conférait influence et prestige, aidèrent à jeter un tabou sur l'Etat. Son intervention dans la vie économique et sociale de la nation fut jugée un danger, comme si le danger véritable de cette institution de coercition et d'administration qu'est l'Etat, ne venait pas uniquement du fait qu'il était au service d'intérêts hostiles à la nation.

Car au Québec l'Etat est la seule institution capable d'imposer une politique de progrès économique, en dépassant les petits conflits régionalistes et les querelles de clochers, difficilement évitables chez un peuple à faible concentration démographique.

Une certaine étatisation et le dirigisme économique, pour un petit peuple comme le nôtre, sont une nécessité vitale. Ainsi, aux Etats-Unis, de simples sociétés non financières, telles que General Motors, Standard Oil du New Jersey, American Telephone & Telegraph, retirent chacune uniquement en revenus annuels, plus que le budget total de la province de Québec. Et ces sociétés ont une direction unique et bien centralisée! Comment alors un petit peuple de 5 millions, enclavé dans une masse de 200 millions de Nord-Américains peut-il se permettre de disperser ses forces économiques par cette politique de suicide national qu'est la liberté anarchique des grandes entreprises privées?

C'est précisément au nom de cette liberté que les monopoles étrangers dominent notre vie économique. Ce n'est d'ailleurs pas le peuple qui craint l'étatisation ou le dirigisme économique, mais ceux qui retirent d'obèses revenus des privilèges établis.

Et c'est à cause de la faiblesse de notre Etat québécois, si à l'heure actuelle la réforme de notre enseignement est si timide. D'ailleurs sans une réforme de structure socio-économique au Québec, l'enseignement supérieur alimentera éventuellement beaucoup plus l'Ontario et les Etats-Unis que notre province, en techniciens, spécialistes et hommes de science; et cela se fera aux frais des contribuables québécois!

Car depuis la Confédération, à cause de notre standard de vie inférieur, l'émigration québécoise vers l'Ontario et les Etats-Unis a été telle qu'elle a privé le Québec des avantages d'être la plus populeuse des provinces canadiennes.

Et en dépit de la politique d'immigration canadienne qui a favorisé d'abord les autres provinces, c'est surtout à cause de cette émigration québécoise que nous sommes actuellement dans un état d'infériorité au sein de la Confédération. D'ailleurs notre niveau socio-économique même avec une politique d'immigration favorisant le Québec, serait inapte à séduire un très grand nombre d'immigrants au détriment de l'Ontario.

La trahison de nos élites, en particulier le groupe nationaliste, nous a finalement mené à ce travesti d'autonomie symbolisé par "UN", cette Universelle Négation de toutes les valeurs de progrès, alias l'Union Nationale.

Faut-il ajouter par souci de lucidité et d'honnêteté qu'il serait désastreux de partager l'aveuglement de ceux qui voient dans le parti Libéral provincial le Sauveur de la nation et le Défenseur du peuple.

Un régime de trahison nationale a été renversé de justesse le 22 juin '60. Ce n'est que le premier pas dans la marche vers l'émancipation. Si l'on devait s'arrêter là, ce serait revenir au jeu de balançoire électorale que l'on entretient dans cette province depuis la Confédération: après une période de gabegies et de tripotages, le mécontentement populaire fait plonger les Bleus et même mouvement fait remonter les Rouges. Folklorique balancier de notre histoire!

Il serait donc abusif de tenir ces deux partis de la Droite, solidaires des mêmes grands monopoles, canadiens et étrangers, pour des groupements voués au progrès de la nation canadienne française. Ce n'est qu'accessoirement et par soucis électoraux que des avantages margiaux sont accordés au peuple par ces deux vieux déguisements de la Droite, qui cachent la toute-puissance impersonnelle, multiforme et omniprésente des monopoles.

D'ailleurs les meilleurs éléments de ces vieux partis passeront éventuellement dans un parti populaire.

Mais dans les veines de nos élites coule-t-il autre chose que du coca-cola? Ont-elles encore le sens de l'indignation et de la dignité humaine? Voilà ce qu'on est en droit de se demander. Car jusqu'à présent c'est la peur seule qui leur a servi de philosophie. Ces "guides" ont été lamentablement "guidés" par la grande frousse des êtres sans maturité.

Alors que les ouvriers luttaient héroïquement pour leur pain et leur dignité humaine contre les insidieuses persécutions du régime Duplessiste, les élites, embusquées, (sauf de rares exceptions) n'élevèrent même pas la voix!

C'est pourquoi à chaque génération nous descendons d'un cran vers la complaisance et la démission nationale. Nous devenons de plus en plus Nègres blancs du Canada, c'est-à-dire une main d'oeuvre à bon marché, docile et laborieuse.

LE SALUT PAR LES MASSES

La preuve a donc été historiquement faite que nos élites ainsi que les classes moyennes dont elles sont en général issues, sont totalement impuissantes à conduire la nation canadienne française vers son émancipation économique.

Seules les masses laborieuses comme l'a démontré l'Histoire sont capables d'imprimer à un mouvement d'émancipation sociale l'élan et l'am-

pleur nécessaires à une transformation profonde et durable.

Car à l'ère des monopoles qui éliminent l'isolement géographique et les barrières linguistiques et sociales de la nation canadienne française, la survivance n'est plus possible. La religion catholique n'est plus depuis longtemps une sauvegarde contre l'assimilation (40 millions de Catholiques aux Etats-Unis seulement) pas plus que la langue française n'est une barrière à la pénétration inévitable, au Québec, de la culture et de la langue majoritaires de l'Amérique du nord qui sont de plus en plus nécessaires aux nôtres à cause précisément de leur dépendance économique à l'égard du monde anglo-saxon.

Par conséquent, ou nous gagnerons à brève échéance notre indépendance économique ou nous disparaîtrons comme entité ethnique. Nous disparaîtrons exactement comme les Indiens et les Esquimaux: des peuples qui fondent lentement dans des réserves, sous le soleil ardent d'une civilisation étrangère conquérante. Ce fut d'ailleurs le sort des Français de la Louisiane, aux Etats-Unis.

C'est pourquoi il est urgent de choisir entre une politique de Droite qui conduit inexorablement et à un rythme accéléré à l'assimilation et une politique de Gauche qui conduit à l'émancipation économique.

Globablement la Droite est l'ensemble de ceux qui favorisent la domination économique des intérêts capitalistes privés, notamment des monopoles ,et le maintien des institutions protégeant ces mêmes intérêts.

La Gauche, au contraire, comprend l'ensemble de ceux qui recherchent l'amélioration des conditions économiques et sociales du plus grand nombre par la prise du pouvoir politique et la transformation nécessaire des institutions.

Il n'y a pas de troisième voie, bien qu'il y ait de nombreuses nuances dans la Droite comme dans la Gauche. Et le choix se fera entre la Gauche qui est le progrès du peuple et de la majorité des classes moyennes et la Droite qui est le *statu quo* au profit de classes dirigeantes inféodées au grand capital canadien et étranger. Le Centre, dans cette division inévitable des forces sociales en deux pôles d'attraction opposés n'est que le camouflage de la Droite qui ne peut plus s'afficher sous ses propres couleurs. Le Centre, c'est la Droite honteuse!

Et dans cette lutte, les étiquettes ne veulent rien dire. C'est l'activité concrète qui a un sens.

Ainsi même quand les nationalistes actuels s'affichent comme patriotes, c'est sous de fausses apparences, car ils ont une politique de Droite, une politique nettement antipatriotique. Ils défendent, en effet, cette liberté anarchique et antisociale des Grandes Entreprises Privées, en plus de se tenir à l'écart du mouvement syndical qui est pourtant l'armature irremplaçable de l'activité sociale moderne.

Dans cette province comme ailleurs, le microbe nationaliste reprend vie périodiquement dans son bouillon de culture qui est la crise économique. Il s'est agité et est devenu virulent dans les années '30 et il recommence actuellement à proliférer avec les malaises économiques croissants. Et dans les cas aigus, le microbe nationaliste produit inévitablement dans le corps social le délire du fascisme sous une forme ou sous une autre.

Car le nationalisme étant l'idéologie propre aux classes dirigeantes capitalistes, il ne peut conduire qu'à une dictature de la Droite. Et cette dictature, comme on l'a vue en Europe, est non seulement un recul historique, mais il serait pour le Québec, la fin définitive de ses espoirs d'émancipation économique et sociale. Car, inutile de s'illusionner: la dictature de la Droite serait par nécessité au Québec une dictature de l'étranger, avec hommes de paille canadiens français, puisque l'essentiel de notre structure économique est entre les mains de l'étranger.

Ce n'est donc pas sur le plan nationaliste des différences ethniques, linguistiques, religieuses, culturelles ou géographiques, qu'il faut grouper les Canadiens français dans leurs luttes politiques, c'est essentiellement sur le plan socio-économique. Les autres plans ne sont que des adjuvants ou des produits de ce dernier.

C'est seulement par l'union politique des classes laborieuses et des élites dynamiques (les classes moyennes étant toujours à la remorque du plus fort) que la nation canadienne française pourra vraiment se rendre maître de sa destinée. Ce n'est que la prise du pouvoir politique par une telle coalition qui permettra aux Canadiens français de devenir maîtres de leur économie, d'imposer au reste du pays la reconnaissance de leurs droits sur leur patrimoine national, et de cesser d'être des citoyens de 2e classe dans leur propre patrie québécoise.

Le peuple du Québec par sa communauté de territoire, de langue, d'évolution historique et de vie économique et culturelle ne forme pas une province comme les autres, mais constitue une nation.

C'est pourquoi au Québec il faut une Gauche nationale indépendante du reste du pays, un 3e parti provincial.

Cependant ce parti ne doit pas être un clan d'intellectuels anarchisants et déclamateurs, mais une coalition de toutes les forces dynamiques de la nation avec un vaste programme d'industrialisation. Car le Québec dont la vocation est nettement anti-agricole, est, de toute l'Amérique du nord, la région la plus naturellement propice à l'expansion industrielle moderne, à la fois par ses immenses ressources minières et hydro-éltriques et par sa situation géographique.

Non seulement le Québec ne devrait pas être économiquement inférieur à l'Ontario mais il devrait posséder l'un des plus hauts standards de vie de l'Amérique du nord au lieu de devenir une région à bas salaires comme certaines régions du sud des Etats-Unis.

Et c'est par l'éducation politique des masses laborieuses, et en particulier du mouvement ouvrier au sein de ses syndicats, que l'on pourra créer le véritable esprit d'un renouveau national et mettre en branle des forces sans lesquelles l'établissement de toute démocratie "économique" est impossible et tout progrès social illusoire.

A condition cependant que cette éducation politique repose sur les réalités économiques et sociales actuelles et non sur la mythologie et les légendes pseudo-historiques d'un passé grandiloquent. Des appels déclamatoires à un sentimentalisme petit-bourgeois ne peuvent éveiller l'enthousiasme d'un peuple pour une cause qui n'exprime pas ses aspirations profondes.

Dollard des Ormeaux vaut probablement Davey Crockett, mais ces tristes héros ne seront jamais les moteurs d'une transformation nationale! Une injustice économique vécue et exposée de façon réaliste est supérieure à mille légendes de temps révolus. Car la seule histoire vraiment importante est toujours celle dont on est les héros!

Ne pas grouper dans un 3e parti provincial de Gauche notre petit peuple de 5 millions d'habitants, c'est le vouer à l'asservissement économique, à la démoralisation progressive, à l'abdication politique et sociale, et finalement à l'assimilation définitive par l'énorme masse anglo-saxonne.

Nos élites pour trouver l'appui solide, le stimulant nécessaire et l'assurance du triomphe devront s'intégrer aux masses laborieuses syndiquées et non syndiquées. L'alliance de ces masses populaires et d'élites authentiquement patriotiques, voilà vraiment le levier qui peut soulever le monde, aurait dit Archimède!

C'est précisément ce qui soulève les peuples de trois continents à l'heure actuelle, et qui fait du 20e siècle l'un des plus grands tournants de l'Histoire humaine.

C'est pour s'être isolées des masses populaires, les seules forces irremplaçables de l'Histoire, que nos élites ont été jusqu'à maintenant aussi inutiles et aussi défaitistes. Leur scepticisme cynique et leur orgueil hautain d'intellectuels reflètent précisément cet isolement et ce sentiment d'impuissance qui en découle.

M. Léger avait donc raison: le problème actuel fondamental du Québec, c'est l'"Urgence d'une Gauche nationale", avec un contenu patriotique et non nationaliste. Chacun de nous a sa place et sa responsabilité dans la solution de ce problème vital! ★

Note sur le parti cléricaliste

Pierre E. T.

IL parait que **Notre Temps**, un hebdomadaire de Montréal, attaque souvent **Cité libre** et ses collaborateurs.

Je trouve cela assez normal; une revue d'opinion s'attend à être combattue par les journalistes qui entretiennent des opinions contraires, surtout si ceux-ci ne disposent guère d'autres moyens pour être lus. Pour cette raison, je n'ai jamais depuis des années fait aux rédacteurs de **Notre Temps** l'honneur de m'arrêter à leurs textes.

Mais aujourd'hui il faut bien que je fasse à **Notre Temps** la faveur d'une petite réponse. Car ce journal m'a opposé son plus puissant cerveau. M. Jean-Paul Poitras, dans la livraison du 22 avril (ou par là), s'en prend à mon "De l'inconvénient d'être catholique" (**Cité libre,** mars 1961).

M. Poitras raisonne assez bien. (Je l'écris sans ironie. J'en arrive même à me convaincre que "Poitras" doit être le pseudonyme d'un pleutre; car le parti cléricaliste dispose de si peu d'esprits clairs que celui-ci ne peut pas être resté aussi inconnu que son nom.) M. Poitras, donc, raisonne bien; et à partir de l'article 2262 du **Code Civil** il démontre que mon droit de poursuivre l'abbé Saint-Pierre ne se prescrit que par un an, plutôt que par trois mois comme je l'avais écrit.

M. Poitras raisonne. Seulement il ne connaît pas le Droit.

L'article 2262 s'applique aux "injures verbales ou écrites", d'une façon générale: vocifération, lettres, pamphlets et le reste. Mais dans le cas particulier où ces injures sont écrites dans un "journal", c'est la Loi de la Presse qui joue. Pour des raisons d'ordre public, cette loi impose des limites au droit de poursuivre un journal et ceux qui y écrivent (l'abbé Saint-Pierre, en l'occurence): avis de rétracter, défense de bonne foi, prescription trimestrielle...

Comme les seuls dommages dont j'eusse pu faire la preuve devant les tribunaux avaient été causés par la publication dans **Le Nouvelliste** de la diffamation de l'abbé Saint-Pierre, et comme le fait de cette publication donnait naissance à un recours qui était limité par la prescription de trois mois, il suit que Mgr Georges-Léon Pelletier agissait à coup sûr en réfléchissant pendant trois mois avant de m'autoriser à poursuivre son prêtre.(1)

N'importe qui est excusable d'ignorer ces points de droit, à condition qu'il ne se mêle pas d'en discuter. C'est précisément en ceci que M. Jean-Paul Poitras a choisi de se classer comme un ignorant.

Mais comme quoi se classe-t-il en disant que j'aurais pu procéder sans tenir compte du Droit Canon? "Il est admis en droit (écrit M. Poitras) que nos tribunaux ne connaissent pas d'office les lois de l'Eglise. M. Trudeau pouvait donc poursuivre l'abbé Saint-Pierre "sans égard à sa qualité de prêtre", c'est-à-dire "sans requérir la permission de l'Ordinaire".

Cela me dépasse quelque peu. Depuis des années, **Notre Temps** accuse **Cité libre** et ses rédacteurs d'être de mauvais fils de l'Eglise. Aujourd'hui **Notre Temps** et son M. Poitras m'accusent d'avoir trop tenu compte des lois de l'Eglise. Et parce que j'ai eu le grand tort de me conformer aux prescriptions du Droit Canon, "il est permis de se demander s'il (Trudeau) n'a pas tendu... un piège à l'évêque de Trois-Rivières."

Mais il n'est plus permis de se demander si le parti cléricaliste est sincère: grâce à M. Poitras, son pharisaïsme et sa duplicité éclatent au grand jour.

---

(1) Certes si j'avais voulu poursuivre le journal sans poursuivre en même temps le prêtre, j'aurais pu me passer de la permission de l'évêque. Mais alors je n'aurais obtenu ni rétraction ni réparation de celui-là même qui était l'auteur des diffamations. — Or le but de mon action n'était pas de faire taire tous les journaux qui aboient en province, mais bien d'inculquer quelque notion de responsabilité aux personnes qui s'investissent d'une certaine autorité.

★

Du neuf au collège Saint-Paul

Réginald Boisvert

> **"Du neuf, encore une fois, mais qu'il soit tout à fait semblable à l'ancien..."**
>
> **Paul CLAUDEL**
> **("Le Soulier de Satin")**

IL ne faudrait pas que les paroles ci-dessus puissent s'appliquer un jour au *nouveau* Collège Saint-Paul. Son Eminence le cardinal Léger confierait bientôt aux parents la direction de ce Collège. On laisse clairement entendre que s'il le fait, cela n'aura rien à voir avec la situation financière de l'institution. On nous apprend que le corps professoral du Collège serait désormais dirigé par des laïcs, et le conseil d'administration formé de parents élus par les parents présents à une assemblée.

Il serait on ne peut plus encourageant de voir enfin dans cette province une initiative en ce sens, qui puisse nous acheminer hors de l'imbroglio actuel et permettre de lever éventuellement l'état de tutelle — autrefois nécessaire mais désormais très lourd, et bientôt même nuisible — où se trouve notre enseignement.

On ne nous dit pas en quels termes précis le cardinal envisage cette nouvelle initiative. Tout ce dont le public a pu prendre connaissance, c'est d'un article de journal qui laisse prévoir pour bientôt un bill à ce sujet. Telle qu'annoncée dans cet article, l'initiative du cardinal me fait me poser certaines questions, que je me permets de formuler ici publiquement.

1° — Il s'agit d'une expérience de "promotion du laïcat à l'intérieur de l'Eglise." Il est évident, le terme "laïcat" n'ayant de sens *qu*'ecclésial, qu'il ne saurait y avoir de promotion du laïcat *qu*'à l'intérieur de l'Eglise (1). Le Collège Saint-Paul est à l'intérieur de l'Eglise. Mais le domaine de l'éducation fait-il partie intégrante de l'Eglise? Chez nous, le régime de l'enseignement, c'est l'intégrisme de *fait*. Mais cet intégrisme n'a aucun fondement en *droit*. Dans notre contexte, le clergé n'intervient dans l'éducation — mis à part les domaines de l'éducation morale et religieuse — qu'au titre d'une suppléance nécessairement transitoire. L'expérience du Collège Saint-Paul constituerait une "promotion du laïcat à l'intérieur de l'Eglise", une remise effective aux mains des parents d'une responsabilité qui leur a toujours appartenu au premier titre.

Mais on aimerait voir mener, parallèlement à celle-ci, une autre expérience autrement neuve: l'ouverture par l'Etat d'un collège également expérimental, qui pourrait rester sous le signe chrétien, et où l'Etat tenterait enfin d'assumer ses responsabilités en ce domaine.

2° — Nulle part dans l'article, on ne dit que la propriété du Collège sera cédée aux parents, soit par acquisition, soit par donation. Or une telle cession me paraît nécessaire à l'obtention des résultats que l'on recherche. Comment en effet les dirigeants *laïques* de l'institution pourraient-ils assumer pleinement leurs responsabilités s'ils dépendent d'un conditionnement financier dont ils n'ont pas le contrôle, si le Collège reste un bien *ecclésiastique*? Peut-être une telle cession entre-t-elle dans les vues du cardinal, mais le public n'en sait encore rien.

3° — L'article nous apprend que le corps professoral compterait dix ecclésiastiques ou plus. Je n'ai aucune objection à la présence d'ecclésiastiques, mais que l'on semble vouloir déterminer leur nombre *au préalable*, cela me laisse songeur... Pourquoi *dix ou plus?* Pourquoi pas deux? Pourquoi pas dix-huit? Le seul critère de l'engagement des professeurs, ce doit être la compétence. Et cette compétence doit être jaugée par les autorités — laïques — du Collège. Sur un certain nombre de candidats, laïcs ou clercs, la direction choisirait les meilleurs, quels qu'ils soient. Pourquoi faudrait-il qu'au moins dix d'entre eux fussent des clercs? Pour assurer l'orthodoxie de l'enseignement? Mais puisque les personnes en autorité seront des catholiques, et que le cardinal leur fait confiance...

4° — L'intention est louable de vouloir associer les parents à l'administration du Collège. Mais que les administrateurs soient "des parents élus par des parents", cela ne me semble pas présenter des garanties suffisantes d'efficacité. Malgré toute leur bonne volonté, tout leur dévouement, les élus des parents n'auraient peut-être pas les connaissances, l'entraînement, le tempérament particulier qu'exige l'administration d'une institution de cette envergure. Cette expérience est trop capitale pour que l'on coure un tel risque. Il me semble essentiel que l'on s'assure les services d'un homme qui allierait à une solide expérience de l'administration une expérience non moins solide de l'enseignement — de même qu'un sens aigu des valeurs nouvelles que le Collège Saint-Paul veut incorporer aux valeurs culturelles traditionnelles.

• • •

Avouerai-je enfin que cette initiative, même si elle marque un pas en avant sur le régime actuel,

(suite page suivante)

---

(1) Dans un récent article sur l'école "laïque" (Cf. Cité libre, mai 1961: "La Guerre de Troie est-elle souhaitable?"), je réclamais "une saine promotion du laïcat". Les termes étaient impropres: j'aurais dû réclamer plutôt une saine émancipation des citoyens.

A l'horizon, la guerre sainte?

André Champagne

EST-IL prudent, pour des chrétiens, de juger le communisme à travers le prisme de la propagande américaine? Est-il prudent de se maintenir dans l'optique de cette même propagande pour apprécier les efforts de libération économique et sociale poursuivis, ici et là, dans le monde, par les hommes assoiffés de dignité et de liberté? Le refus du communisme demande-t-il que l'on épouse les points de vue du gouvernement américain en matière de politique étrangère?

Des catholiques de plus en plus nombreux se posent de telles questions. Un récent passé les invite au discernement. En quoi la cause de l'Evangile trouvait-elle intérêt à la consolidation du régime de Chang-kai-Shek ou de Batista? Quel est l'avantage à ce que des régimes corrompus à la Trujillo se maintiennent en place? Le fait qu'ils subventionnent des édifices du culte suffit-il pour qu'on oublie le reste, "l'à-côté," tout l'odieux du système?

CUBA, POINT D'INTERROGATION

Dans cette optique, la révolution cubaine devient un point d'interrogation crucial pour les chrétiens. Le danger de notre identification aux attitudes américaines apparaît ici dans toute sa gravité. C'est d'autant plus sérieux que la tentative castriste servira peut-être de modèle au continent latino-américain, d'ici dix ans, si elle s'avère un succès. Et c'est ce succès possible qui effraie les Américains.

Ce succès possible (et probable) doit-il inquiéter les croyants? Aucun doute que les aspects équivoques de l'aventure castriste sont difficiles à accepter, par exemple ce glissement graduel vers le communisme marxiste, glissement favorisé et hâté par les maladresses des Etats-Unis. On ne peut rester indifférent devant la tournure antireligieuse que prend de plus en plus la révolution. Mais tout ce qui inquiète les intérêts américains ne doit pas nécessairement nous troubler. Ainsi, la confiscation des grandes exploitations du sucre et des raffineries de pétrole, l'organisation des sovkhoses ou encore les ententes commerciales avec la Russie. Que la révolution cubaine prenne un caractère nettement socialiste ne pose pas trop de difficultés pour un catholique. Ce qui est plus grave, c'est la mise sur pied du processus devenu classique de la dictature communiste et de sa propagande. Si du moins ce processus devait s'amplifier et définitivement orienter la marche de la révolution cubaine.

ASPECTS POSITIFS DU CASTRISME

Des observateurs impartiaux et peu suspects de sympathie pour le nouveau régime, tel celui de la revue *Informations catholiques Internationales,* ont signalé plusieurs réalisations positives

---

Du neuf au collège Saint-Paul

(suite de la page précédente)

me semble encore très timide? On veut faire une expérience pour voir s'il ne serait pas possible, éventuellement de remettre l'enseignement aux mains de ses vrais responsables, les parents. Mais les parents, dont je suis, n'ont pas la compétence nécessaire, pour assumer directement cette responsabilité. N'est-ce pas l'Etat qui doit l'assumer? L'Etat est le mandataire des parents — mieux, il est celui de toute la Nation, et comme tel, il est le dépositaire et le promoteur des valeurs culturelles. Et c'est déjà lui qui subventionne, à même les argents des citoyens, les institutions d'enseignement.

Historiquement, une certaine méfiance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat, en matière d'enseignement, s'explique fort bien. Elle fut même justifiable en plusieurs pays, particulièrement en France, au début du siècle, mais jamais chez nous...

On évoquait récemment la mémoire du petit père Combes. C'est un nom que la catholique province de Québec n'a jamais pu entendre sans frémir. L'Eglise de France a cruellement souffert de la loi Combes. Chez nous, ses principales victimes furent les politiciens libéraux, que l'on damnait un temps du haut de la chaire. Au fait, ils n'étaient guère virulents: leurs deux représentants les plus éminents, Wilfrid Laurier et Lomer Gouin, ne rendaient-ils pas publiquement hommage à l'Eglise au Congrès eucharistique de 1910? Les libéraux de 1961 sont encore bien moins "dangereux", si possible...

Notre catholique peur à nous, devant l'Etat, c'est *une peur d'avoir peur*. N'est-il pas temps que nous nous en rendions compte? A quand le Ministère de l'Instruction Publique? A quand l'institution d'un système d'enseignement véritablement *public?*

★

de l'opération Castro: réforme agraire, relèvement du niveau de vie, lutte contre la maladie, mesures d'assistance sociale, disparition progressive du chômage, construction d'écoles et de centres sociaux, etc. Et cela, en moins de deux années, dans un pays dévasté par la guerre et ruiné par le régime Batista. Tout comme en Chine, on a noté aussi une action efficace contre le jeu, l'alcool et la prostitution. Une efficacité à faire rêver nos ligues de moralité!

UN RÉGIME ANTICLÉRICAL

Les mesures anticléricales qui se multiplient suffisent-elles pour légitimer, de la part d'un catholique, la désapprobation du régime? On sait que, sur ce point, les catholiques cubains sont divisés, les uns demeurant fidèles au régime révolutionnaires, les autres ayant passé du côté de la contre-révolution et un grand nombre demeurant dans l'expectative.

Claude Julien a analysé les origines du conflit entre l'Etat cubain et l'Eglise. Il semble avéré que des erreurs et des maladresses ont été commises de part et d'autre. Des prêtres et des militants d'action catholique ont approuvé la révolution et luttent encore avec les partisans du régime en vue d'appliquer les mesures sociales, l'organisation des écoles et afin d'assurer une véritable justice sociale. D'autre part, un nombre important de clercs ont pris une attitude nettement conservatrice. Il est malheureux qu'un grand nombre de prélats, qui présentement ne craignent pas de critiquer le régime, avaient, à peu d'exceptions près, gardé un silence prudent devant les pires atrocités et les actes de banditisme commis par Batista. Si bien qu'on pourrait peut-être conclure, comme le fait remarquer Claude Julien, "qu'aux yeux des évêques cubains, une dictature de gauche est infiniment plus dangereuse qu'une dictature de droite."

Selon des observateurs, une leçon qui se dégage de l'affaire cubaine, c'est le danger pour l'Eglise de trop s'appuyer sur les milieux bourgeois et de négliger les masses populaires. La révolution cubaine est une révolution paysanne, organisée par des universitaires. Et ce monde paysan est en pratique acatholique.

UN PARADOXE DRAMATIQUE

Rien ne sert de s'apitoyer sur ce qui aurait dû être. Ce qui importe, c'est de voir qu'un refus global de l'expérience cubaine n'est pas plus opportun qu'étaient opportunes les lenteurs à prendre position jadis devant les abus du régime Batista. L'opération Castro présente des caractères équivoques mais on ne peut oublier que les hommes qui la dirigent sont en même temps ceux qui, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, luttent efficacement contre la misère, la faim, l'injustice sociale et l'ignorance. Et les millions d'hommes d'Amérique latine qui sont en quête de justice et veulent se libérer de l'esclavage de la misère ont les yeux tournés vers Cuba. Avant de condamner en bloc cet effort, il faut y penser deux fois. Et avant de confier aux Américains le soin de défendre les valeurs spirituelles et la civilisation chrétienne sur le continent latino-américain, il faut y penser plus que deux fois. Autrement, c'est associer l'Evangile en étrange compagnie.

UN TÉMOIGNAGE

La revue *Informations catholiques internationales* rapporte le témoignage d'un prêtre cubain que l'attitude trop négative de beaucoup de catholiques de son pays inquiète profondément. Voici en quels termes ce prêtre exprime son inquiétude:

"Nous devons nous mettre dans la position de Lacordaire devant les développements de la Révolution française. C'est la seule attitude positive que nous puissions avoir. De notre volonté de notre patience, de notre ouverture d'esprit peut dépendre l'avenir de l'Eglise à Cuba. Une page de l'histoire se tourne. Comprenons-le... Pourquoi reculer maintenant, tout remettre en cause? Qu'une révolution s'accompagne d'anticléricalisme et d'excès de toutes sortes, cela est inévitable, et chez nous surtout où la faiblesse de l'Eglise ne lui a permis d'accomplir sa tâche que que très incomplètement. Avez-vous vu les campapagnes où l'Eglise est absente, les nombreux villages sans clochers? Et maintenant que se créent de nouvelles communautés, l'Eglise continue à en être absente. Pas une seule coopérative — et il y en a plus de six cents — qui ait son église! Pourquoi? L'Eglise n'aurait-elle pas dû tenter d'en faire construire, montrer son désir d'être présente dans cette nouvelle étape de notre histoire, en discuter avec les autorités? Je crois que c'eût été possible, si on l'avait vraiment voulu. Mais on a préféré se tenir à l'écart des structures nouvelles qui s'établissent. Et certains membres du clergé semblent favoriser l'opposition par la violence, qui ne peut que nous plonger dans une guerre civile. L'Eglise à Cuba risque de payer cher son manque de compréhension du moment historique que nous traversons!"

Cette longue citation dit à elle seule combien la lucidité s'impose aux chrétiens dans une conjoncture comme celle de Cuba. L'anti-communisme aveugle et viscéral est moins que jamais une attitude à recommander. Il n'est pas certain que les historiens catholiques de l'avenir situeront la récente équipée militaire contre Castro dans le chapitre des croisades au service de la foi. Même si la responsabilité de cette entreprise retombe sur un jeune président catholique dont l'esprit positif et dynamique laissait augurer mieux que des gaffes de cette envergure.

★

FAUSSE ALERTE

Alice Poznanska

LE Canada joue depuis un certain temps un nouveau rôle sur le forum international, celui du champion de la paix. Etrangers à la plupart des guerres et des conflits sociaux et politiques, ayant opposé dans le passé les grandes puissances, nous occupons une position particulièrement favorable en tant qu'arbitre. Rien d'étonnant dès lors que nous nous opposions à la généralisation des expériences atomiques et que nous refusions d'y participer.

Il reste cependant que la menace de guerre, qui pèse lourdement sur l'avenir, nous concerne également comme nation. Membre de l'OTAN et de NORAD, le Canada est donc forcé d'exercer la "force de dissuasion" conjointement et solidairement avec d'autres pays. Or le fait d'appartenir à ces deux organismes risque de nous imposer une orientation qui n'est pas tout à fait conforme à l'ensemble de notre politique.

Ainsi(dernièrement, le général Norstad a proposé la mise en commun des armes nucléaires sous le contrôle de l'OTAN. Aucune décision n'a encore été prise, mais il est fort probable que nous serons obligés de souscrire à ce projet dans l'avenir. Dans le domaine technique, il est évident en outre que nos fusées Bomarc devront être munies d'ogives nucléaires pour être efficaces. Sur le plan de la politique nationale, d'ailleurs, ces fusées sont l'objet de fréquentes questions à la Chambre des Communes. Les Libéraux s'en servent comme d'une preuve renouvelable à souhait de la mauvaise foi des Conservateurs à l'égard de la position pacifique qu'ils semblent vouloir afficher à l'extérieur.

Toutefois, et ceci reste le facteur décisif en dernier ressort, nous dépendons dans une forte mesure de notre voisin. Il est utile de se rappeler à cet effet que, selon la loi en vigueur, nous ne pouvons pas utiliser les ogives nucléaires sans l'autorisation préalable du président des Etats-Unis. Le droit de veto que détient notre gouvernement n'a pas en outre le poids qu'on voudrait bien lui donner.

Il n'y a pas très longtemps, par exemple, une interpellation à la Chambre fut provoquée par la déclaration d'un écrivain canadien bien connu, Farley Mowat. Ce dernier a affirmé lors d'une émission télévisée que des bombes nucléaires sont entreposées à Terre-Neuve dans les bases louées par les Etats-Unis. Notre ministre de défense, monsieur Harkness, a répondu alors "qu'il n'y a au Canada aucune base militaire américaine. Il y a à Fort-Churchill, deux détachements américains, mais la base et tout ce qui s'y rattache est sous commandement général canadien et sous surveillance canadienne". Or le 4 juillet dernier, monsieur Diefenbaker interrogé par monsieur Pearson et monsieur Argue, déclarait que: "des entretiens se poursuivent au sujet des bases aériennes de Goose-Bay et de Harmon, où nous nous efforçons d'en arriver à une formule qui permette aux Canadiens postés à ces bases d'en partager la direction. En d'autres termes, les négociations se poursuivent à l'égard de ces deux bases aériennes cédées à bail aux Etats-Unis." A la lumière de ces divergences assez marquées, il semble permis de penser que si les Américains décident d'utiliser dans leurs bases canadiennes des ogives nucléaires, il sera très malaisé de les en empêcher. Le fait, en outre, que certains problèmes ne puissent être divulgués auprès du grand public, à cause du secret que tout régime de défense est obligé de respecter, complique encore les données.

De toute façon, à la lumière de certaines déclarations de monsieur Kennedy, il apparaît que les grandes puissances sont sur le point de reconsidérer l'orientation générale du programme des armements. Les spécialistes de la question semblent, en effet, pencher vers l'idée qu'une guerre éventuelle ressemblera techniquement à la précédente.

L'histoire fournit, après tout, l'exemple d'une arme dont on ne s'est jamais servi à cause de son efficacité même. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Allemands n'ont pas utilisé, au cours de la dernière guerre mondiale, l'hypérite ni aucun gaz meurtrier, malgré les expériences qu'ils effectuèrent déjà en 1914. Les états-majors prévoyaient cependant la possibilité d'une attaque de ce genre, et la population civile d'un grand nombre de pays belligérants a été pourvue de masques spéciaux, de même que l'armée et les services auxiliaires.

Le fait d'abandonner, tout du moins partiellement, les armes atomiques aura pour contrepartie un perfectionnement continuel et poussé des armes traditionnelles qui forcera probablement les divers gouvernements à supporter de lourdes dépenses. Le Canada a fait son apprentissage à cet égard à l'occasion de la construction d'un nouveau type d'avion connu sous le nom de CF-105. Les travaux ont commencé en 1952 et c'est seulement sept ans plus tard, soit en 1959, qu'on s'est aperçu que le CF-105 ne représentait plus un moyen de défense suffisamment efficace étant donné la baisse de la production des bombardiers contre lesquels il devait être utilisé. Les Etats-Unis ayant également refusé de l'utiliser, l'opé-

ration s'est soldée pour nous par une perte de quelques 303 millions de dollars.

Or la majorité des Canadiens est opposée aux dépenses relatives aux armements et le gouvernement se voit fréquemment attaqué à ce sujet. En dehors des arguments idéologiques, certains invoquent le fait que de toute façon les Etats-Unis vont être obligés de nous défendre si nous n'arrivons pas à assumer notre défense nous-mêmes. L'intérêt que les Américains manifestent à l'égard de nos bases dans le Grand Nord semble d'ailleurs confirmer cette thèse. Au moment cependant où des bombes non-atomiques tomberont sur nos villes nous serons seuls à assurer la plus élémentaire sécurité de nos citoyens.

Il est possible de considérer qu'en cas de guerre atomique tout programme de défense passive est plus ou moins illusoire; il est cependant inconcevable, sinon criminel, de ne pas assumer l'élémentaire sécurité de notre population si elle doit être menacée par des bombardements du type traditionnel. Pour se rendre compte toutefois à quel point l'idée même de la défense civile est impopulaire chez nous il suffit de parcourir quelques brochures publiées sur la question. Dans ces publications on parle tour à tour de "défense passive" et de "plans de survivance", cette dernière dénomination étant bien faite pour frapper les imaginations et protéger contre toute critique le gouvernement au pouvoir.

Le programme, lui-même, relève du ministre de la Santé nationale et du Bien-être qui dispose à cet effet d'un grand nombre de comités et de sous-comités civils. En 1957 le chiffre total des personnes travaillant à la défense passive représentait environ 224.146 membres dont aucun ne semble relever des autorités militaires.

Le plan est très minutieux dans ses détails; on prévoit même que les travailleurs de la défense civile seront protégés par la loi des accidents de travail. Des brochures règlent d'avance les menus des repas qui seront servis en temps de guerre, et des cartes spéciales sont prévues qui doivent être distribuées comme aide-mémoire. Ce service d'alimentation comprend à lui seul vingt postes administratifs dont certains exigent plusieurs employés.

Le plan dans son ensemble ne s'applique cependant pleinement qu'en cas d'évacuation des centres urbains susceptibles d'être attaqués les premiers. Or l'histoire récente démontre qu'en cas de guerre traditionnelle l'ensemble du pays peut être bombardé en même temps. Dès lors une évacuation semble n'avoir que de très faibles chances de réussite et ne provoquer qu'un désordre gênant pour l'armée et désastreux pour les civils.

Souci de protection de la liberté individuelle ou sensation fort justifiée d'impossibilité matérielle d'exécution du projet, le gouvernement fédéral a décidé en 1959 que l'évacuation serait laissée à la décision individuelle. Ceci veut dire en pratique qu'on s'efforcera d'organiser la protection des habitants, même dans le cadre des agglomérations importantes étant donné qu'il sera impossible humainement et matériellement de les abandonner à leur propre sort. Toutefois la construction projetée des abris souterrains ne semble pas très avancée et on peut s'étonner de cette lacune grave notamment dans le cas des grandes villes.

La défense passive nous a coûté $10.028.345 en 1959-60 et nous coûte, d'après les chiffres officiels, $36,824,500 pour 1960-61. Ces dépenses sont d'autant plus facilement admissibles, même pour les pacifistes et pour les optimistes acharnés, que selon la déclaration de monsieur Diefenbaker "grâce aux fonds affectés par le présent gouvernement au programme d'aide financière à la défense passive, les provinces et nombre de municipalités ont mis au point des plans détaillés afin d'être prêtes non seulement à faire face à un état d'urgence de temps de guerre, mais aussi à des désastres naturels qui pourraient frapper notre peuple soudainement et sans avis." Le premier ministre a ajouté à cette occasion que "ces plans sont traduits dans les projets qui ont été soumis cette année."

Il est difficile de prévoir l'imprévisible; il semble néanmoins que le système des divers exercices préventifs a été fort utile dans plusieurs pays. Chez nous la nature s'est chargée de nous donner un avant-goût d'un bombardement éventuel. Au cours de l'hiver dernier, une nuit de verglas accompagné de chutes de neige a privé de chauffage et de lumière électrique des milliers de personnes. Aussi étrange que cela puisse paraître, des familles désireuses de quitter leurs logements, devenus soudain inhabitables, ne trouvaient même pas d'essence pour faire fonctionner les voitures, les pompes étant arrêtées dans les garages.

Des institutions d'intérêt public, telles que les hôpitaux, furent obligées dans certains cas, de faire appel au quartier général du commandement de Québec pour obtenir des chaufferettes et des générateurs électriques afin d'assurer leur service habituel. Qu'arriverait-il si les mêmes hôpitaux se voyaient forcés d'accepter en même temps des blessés et de pratiquer des opérations d'urgence?

Malgré le dévouement de nos techniciens, les dégâts provoqués par la tempête ont privé de courant électrique certains quartiers pendant plus d'une semaine. Il est fort probable qu'en cas de guerre l'ennemi ne laisserait pas un temps de répit aussi long à nos villes ayant la taille et l'importance de Montréal. Il est à prévoir également que la population privée de chauffage, de lumière, de radio et de téléphone serait rapidement

(suite à la page suivante)

Chacun sa vérité et M. Jean Gascon son erreur

Yerri Kempf

JE ne suis pas d'accord, mais alors pas d'accord du tout, avec l'esprit dans lequel l'éminent directeur artistique du T.N.M. a monté la pièce de Pirandello. Il s'agit pour moi d'un contre-sens total. Tout d'abord le décor — fort beau en soi — n'a aucun rapport avec le texte. Aucun. On chercherait vainement à travers toute l'Italie un secrétaire général de préfecture logé de la sorte. Mais ce n'est pas là le plus grave: il y a des pièces centrifuges (Le Dindon) et des pièces centripèdes (Chacun sa vérité). Les pièces de ce dernier type veulent happer le public et lui donner le vertige et l'entraîner de plus en plus vers les abîmes... Or les draperies qui aèrent les murs de l'appartement des Agazzi vont à l'encontre de cette fonction abyssale que devrait avoir le décor: au lieu de plonger dans un puits d'angoisse, nous sommes entraînés dans une salle de bal! Et ce n'est pas la musique qui arrange les choses! Ainsi le douloureux Pirandello, hanté par les expériences de sa vie conjugale — il a vécu de longues années auprès de sa femme folle — apparaît presque sous les traits d'un joyeux drille et l'interprétation de Laudisi, le porte-parole de l'auteur, par Jean Gascon précisément, achève de désamorcer la bombe atomique qu'est en réalité le bouleversant chef d'oeuvre de Pirandello.

Dans cette aimable "histoire de rire" qu'est devenue la pièce, il y a cependant un personnage détonnant au possible: Ponza. Affublé de moustaches de désespérados mexicain Jean-Louis Roux joue son personnage comme s'il sortait d'un roman de Dostoïevsky! Par bonheur, l'admirable Janine Sutto porte sur ses épaules tout le poids de l'amère peine de vivre qui tant tourmenta l'auteur de "Vêtir ceux qui sont nus". Grâce à elle, Pirandello nous montre son vrai visage et l'on peut rêver à la pièce qui se cache derrière celle que nous présente la troupe du T.N.M.

UN PRINCE: GILLES VIGNAULT

Venu de Québec, son fief, Gilles Vignault a conquis Montréal en quatre soirées au Chat Noir. Son inspiration à la fois drue et limpide, jaillie du dur labeur des hommes du bas fleuve, est illuminée par une intelligence pleine d'amour et une sensibilité accordée aux beautés du paysage. Quand Gilles Vignault chante, la vie coule à pleins bords par-dessus la rampe et sa silhouette élégante, nerveuse, piaffante, devient la figure de proue de la poésie québecoise. Félix Leclerc pourra céder son sceptre sans inquiétude: son successeur est un prince!

UNE PAUVRE "PARODIE"

Les Apprentis-Sorciers viennent de présenter à leur fidèle public le premier Adamov. Ils ont mis au service de la "Parodie" leur enthousiasme habituel. Hanté par l'absurde de Kafka, sacrifiant aux

---

Fausse alerte

(suite de la page précédente)

prise de panique. Panique d'autant plus difficile à maîtriser que les autorités installées dans les centres prévus risqueraient de se voir rapidement isolées des villes.

Si on admet le premier plan prévoyant l'évacuation des grands centres, il est utile d'observer qu'on n'a pas songé à l'approvisionnement en essence de la population civile dépendant dans une large mesure du fonctionnement de l'électricité. On s'est surtout attaché à étudier le cas d'une rupture éventuelle du courant fournissant la force motrice à l'industrie. Question d'une importance capitale sans doute, mais d'un ordre tout à fait différent. On n'a pas résolu non plus le problème d'embouteillage qu'une évacuation éventuelle ne manquerait pas de provoquer comme ce fut le cas dans la plupart des villes européennes lors de la dernière guerre mondiale.

En ce qui concerne la coordination des nombreux comités participant à l'organisation de la défense, au cours de la fausse alerte que la nature nous a ménagée cette année, l'unique autorité qui s'est révélée pleinement efficace fut celle du maire. Ce fait même prouve que l'organisation locale basée sur les divisions administratives existantes est nettement préférable à toutes les superstructures artificielles.

Ces quelques remarques ne représentent pas la critique de l'ensemble de notre plan de défense civile étant donné que ce dernier n'existe, pour une large part, qu'à l'état de projet. Il reste néanmoins que l'étendue des dégâts provoqués par la tempête de neige qu'a subi Montréal cette année constitue un avertissement, tout en étant en soit un argument on ne peut plus convaincant à l'égard de nos pacifistes et de nos objecteurs de conscience. ★

manies surréalistes, impressionné par le cinéma, Adamov a tenté d'intégrer toutes ces antinomies dans son premier essai théâtral. La fusion ne s'est malheureusement pas opérée et tout cela reste hétéroclite, superficiel et un peu gratuit. Et ce n'est ni la beauté, ni la force de sa prose qui confèrent à la Parodie quelque éclat. L'auteur de "Tous contre tous" écrit platement et ce monde larvaire qu'il cherche à nous imposer reste entre chien et loup et ne nous touche que faiblement. Très faiblement.

DU RIRE SUR MESURE AU THEATRE STELLA

Vieux routier du Boulevard, Jacques Deval fabrique depuis trente ans, avec un bonheur divers, des comédies adroites qui apportent au public de nombreuses occasions de rire. "Ombre chère", la pièce présentée au Stella, justifie la réputation d'extrême habileté de cet auteur. Durant trois actes, aux rebondissements incessants, nous assistons au marivaudage, un tout petit peu frelaté, d'un auteur à succès, dont le coeur est un véritable parterre de fleurs bleues... André Fouché prête à ce personnage tous ses dons de comédien et nous fait presque croire que rien n'est plus naturel que de faire la cour à un fantôme... à une "ombre chère". L'ombre en question a les apparences d'Yvette Brind'Amour, c'est dire qu'elle n'est pas dépourvue de séduction. Cette séduction triomphe du charme, non moins certain de Françoise Faucher, qui incarne la dangereuse rivale. Mme Marthe Thierry et M. Jacques Galipeau complètent avec le talent nécessaire la distribution. La mise en scène de Jean Faucher sert parfaitement les intentions de l'auteur et, une fois de plus, le Théâtre Stella ne déçoit pas ses fidèles.

CHIEN MECHANT AU GESU OU LES MARCY'S FOLIES

"L'Ecole des Femmes" à la sauce Marcy m'est restée sur l'estomac. Il est en effet difficile de dénaturer davantage l'esprit d'un texte et d'aller plus loin dans l'étalage du mauvais goût. Dans un décor d'une laideur aggessive, sorte de caricature de celui, exquis, qu'inventa Bérard pour cette même pièce, au son d'une musique de guinguette(!), la délicieuse Agnès et ses partenaires ont l'air de participer à un bal masqué en déguisements modernes, organisé par quelque comique troupier! De toute façon, l'Ecole des Femmes, beaucoup trop proche de la Comédia del Arte d'une part et beaucoup trop située (XVIIe siècle) au point de vue moeurs, ne se prête guère à une transposition moderne. Aussi le résultat est-il incroyable, inécoutable, irregardable. Quand on songe que les services de M. Malraux empêchent le film de Vadim "Les liaisons dangereuses" d'être projeté en dehors de la France et qu'ils autorisent par contre — avec subvention, sans doute! — un spectacle comme celui du Vieux Colombier, on ne peut s'empêcher de se souvenir des paroles du Prince de Bénévent: "C'est plus qu'un crime, c'est une faute!" A un certain moment, Arnolphe, pour bien montrer qu'il entend défendre l'accès de la maison de sa protégée à quiconque, accroche un écriteau au grillage: "Chien méchant". Il est évident que c'est "Metteur en scène délirant" qu'il faut lire.

LE TRIOMPHE DE IONESCO

Le vendredi 21 avril aura été une journée faste dans les annales de la saison en cours. Au Théâtre-Club, Albert Millaire — l'un des cinq du nouveau groupe de comédiens, assemblé sous l'étiquette "Le Centre" — nous a présenté un spectacle d'une classe exceptionnelle: "Tueur sans gages" d'Eugène Ionesco. Ce texte, de première importance, a été mis en scène avec un goût raffiné, une intelligence inspirée et un enthousiasme irrésistible. J'ai retrouvé ce soir le souffle des grands moments de théâtre et je suis près de croire qu'il s'agit de la meilleure pièce de l'auteur de "La leçon". Mais il fallait, pour la faire "chanter", trouver les interprètes comme Jean Besré, qui se classe par cette création au tout premier rang, comme François Guillier; lequel, une fois de plus, s'est montré hallucinant... Mais il faudrait à vrai dire citer tout le monde, car il n'y a pas une défaillance. Il y a aussi les décors, tout simplement sensationnels, de Guy Boulet, les costumes de François Barbeau — en particulier celui du Tueur —, la musique de Jean-Maire Cloutier... Il y a, je le répète, la mise en scène d'Albert Millaire — quand on songe aux dimensions du minuscule plateau du Théâtre Club, cela tient du miracle! — Il y a enfin Ionesco. Jamais il n'avait lâché ses phrases avec cette suprême aisance, avec cette furie contre ce monde qui est le nôtre. Telle une meute de chiens, les répliques courent, aboient, font se lever les lieux communs, toutes les bêtises et tous les conformismes. Admirable hallali qui s'achève au dernier acte par la terrible confrontation entre Béranger, nouveau Saint Georges et le Tueur, dragon ricanant du Mal. Nous sommes au-delà de la dérision habituelle. Le rire s'arrête et nous entendons battre le coeur même de l'Angoisse de l'homme contemporain. Encore une fois, bravo Albert Millaire!

L'AMOUR DANS LES LAURENTIDES

"L'amour, tel qu'il existe dans la société, n'est que l'échange de deux fantaisies et le contact de deux épidermes". Chamfort a écrit cette maxime désabusée il y a presque deux siècles. Eloi de Grandmont et Louis-Georges Carrier, auteur de la "Soif d'aimer" qui fait les beaux soirs du Théâtre Anjou, partagent de toute évidence ce point de vue. Le désir et l'amour, étroitement confondus, agitent leurs personnages et les précipitent les uns vers les autres: on dirait des papillons, happés par les feux de la rampe de cette comédie qu'est l'amour. Et comme ces papillons ont les épaules voluptueuses de Catherine Bégin, la fantaisie débridée d'Andrée Lachapelle et la drôlerie faussement naïve de Gisèle Mauricet, le public assiste à cette course au divan avec une satisfaction qu'il ne cherche pas à dissimuler. La distribution masculine complète parfaitement ce trio et si Guy Godin est un mari criant de vérité, Etienne Aubray le séducteur auquel rêvent les jeunes filles, Gilles Pelletier campe avec vigueur le type de l'alcoolique — "de l'alcoolique et non de l'ivrogne". — Son personnage auquel les deux auteurs ont apporté un soin particulier, donne une idée fort juste de la psychologie de cette variante humaine, si répandue de nos jours... Paul Alain, responsable de la mise en scène, a résolu le problème avec élégance, ce qui n'est pas sans mérite, vu l'exiguïté de la scène et vu le découpage en courts tableaux de la pièce. Je note aussi la qualité du dialogue qui prouve qu'Eloi de Grandmont s'est souvenu qu'il fut poète. Et voilà Montréal pourvu d'un théâtre de Boulevard, issu de son propre sol. Déjà le public lui a donné son accord.

★

"Le Nouveau Parti" par Stanley Knowles

Réginald Boisvert

TOUS les démocrates sincères, qui se préoccupent du bien-être économique et social de toutes les classes de la société, liront avec grand intérêt le livre de monsieur Stanley Knowles. Ce vétéran des luttes ouvrières et politiques nous y explique la fondation du Nouveau Parti comme l'aboutissement de l'idée social-démocratique au Canada, il nous raconte brièvement la genèse des divers groupes politiques qui ont successivement incarné cette idée chez nous.

Pour beaucoup de citoyens du Québec, ce livre constituera une véritable révélation. Ils y apprendront que le Nouveau Parti n'est pas né, comme certains le croient, de concepts qui ont germé quelque part dans l'Ouest canadien et qu'on tenterait aujourd'hui de nous inculquer. Les idées qu'il incarne, ce sont celles que les travailleurs, les intellectuels progressistes, les réformateurs politiques de tout le pays élaborent au jour le jour, depuis audelà d'un demi-siècle, dans les conseils et les luttes de leurs syndicats, dans leurs cercles d'études, dans leurs discussions, dans leurs campagnes d'éducation ou autre... Il est d'ailleurs significatif que la fondation du Nouveau Parti ait été précédée d'une vaste consultation de tous les éléments progressifs démocratiques du pays — y compris, pour une fois, ceux du Québec.

Ces idées se ramènent à deux propositions principales: a) il nous faut une démocratie vivante, où la politique sera élaborée par le peuple souverain, à partir des besoins du peuple; b) il nous faut une société où une plus juste répartition des richesses permette à tous les citoyens de s'épanouir pleinement, de donner toute leur mesure dans tous les champs de l'activité humaine.

Les structures mêmes du Nouveau Parti sont déjà une illustration de la société qu'il veut instaurer. Le parti sera financé par ses membres, et ce sont les membres qui élaboreront le programme, par le truchement de leurs délégués dûment accrédités aux conventions. Les politiciens "réalistes" souriront: bel idéal, assurément, mais impraticable. Pour le réaliser, il faudrait refaire toute l'éducation politique des citoyens, dont un grand nombre sont depuis longtemps habitués à considérer leur vote comme une marchandise à mettre aux enchères au plus offrant à celui qui pourra en donner le plus cher, directement, immédiatement.

Et pourtant, cet idéal a pris corps au Canada, avec la C.C.F. Pas dans le Québec, malheureusement — non pas, encore une fois, parce que les idées prônées par la C.C.F. nous étaient étrangères et ne correspondaient pas à nos besoins, mais parce que nous ne nous étions pas encore éveillés à la véritable signification de la démocratie, parce que nous préférions les tyrans "généreux" — Taschereau, Duplessis — aux gouvernements véritablement **responsables:** parce que nous abdiquions à peu près totalement nos responsabilités de citoyens.

Sans nous, la C.C.F. a travaillé pour nous. Même si — en grande partie à cause de la défection du Québec — elle n'a pas atteint dans la vie politique canadienne l'importance numérique qu'espéraient ses fondateurs, elle a tout de même joué un rôle considérable. Monsieur Knowles nous rappelle que c'est à ce parti que nous devons une bonne part des mesures sociales que nos gouvernants durent nous accorder. Nous lui devons également la formation d'un groupe d'hommes politiques remarquables — de l'aveu de tous ceux qui les ont vus à l'oeuvre à la Chambre des Communes — qui formeront vraisemblablement le fer de lance de la nouvelle formation politique.

Monsieur Knowles nous dit que les adversaires du Nouveau Parti prétendent, pour le combattre, qu'il sera dominé par les syndicats. Sera-t-il permis à un ami de formuler une inquiétude au même sujet? "Le Parti social démocrate", nous dit dans sa préface Gérard Filion, avait plusieurs points de ressemblance avec le Labour Party. Le Nouveau Parti, en élargissant son assiette populaire, du côté des syndicats, les accentuera."

Le noyau du mouvement syndical est formé de quelques grosses fédérations, qui à elles seules peuvent constituer une majorité. Comme les délégués aux congrès ouvriers sont désignés sur une base proportionnelle, ils sont assez nombreux pour, ensemble, dominer n'importe quelle assemblée. Que les dirigeants de ces grosses fédérations s'entendent au préalable sur le choix des officiers, sur les propositions à appuyer ou à repousser, et les délibé-

---

LE NOUVEAU PARTI, par Stanley Knowles. Editions du Jour, Montréal.

rations du congrès perdront tout leur sens. La discussion sera ouverte, certes, et la liberté de parole respectée: mais à quoi bon, si les jeux sont faits d'avance? Le progrès du mouvement se trouvera ralenti à l'allure de la moins dynamique des grosses fédérations.

Transportons ces grosses fédérations, en bloc, dans un mouvement politique comme le Nouveau Parti. N'y peuvent-elles pas jouer le même jeu? N'y peuvent-elles pas constituer une droite massive, dirigée par quelques hommes qui pourraient régner tout-puissants sur les destinées du parti?

Il ne s'agit pas d'un danger purement hypothétique. Cette expérience n'est-elle pas vécue présentement par le **Labour Party?** N'est-ce pas en partie pourquoi il menace périodiquement d'éclater? Cette domination du parti par les grosses fédérations n'est-il pas, d'ailleurs, l'une des principales raisons qui devaient amener un George Bernard Shaw, apôtre infatigable du socialisme anglais au sein de la **Fabian Society,** à s'écarter plus tard du parti travailliste?

Il va sans dire qu'un parti politique, même dominé par les grosses fédérations syndicales, atteindra une plus large mesure de progrès social que les partis traditionnels financés par les corporations ou le patronage. **Techniquement parlant,** il sera aussi plus démocratique: **mais en fait?**

Monsieur Knowles affirme que ce danger de domination n'existera pas au sein du Nouveau Parti. Comment s'y prendra-t-on pour l'éviter? On aimerait connaître sur le sujet les opinions, entre autres, de MM. George Burt (Ouvriers de l'Automobile), Frank Hall (Comité de Négociations des Employés non-itinérants des chemins de fer), Bill Mahoney (Métallurgistes-Unis d'Amérique) et Roger Provost (Ouvriers du Textile), tous membres du Comité National du Nouveau Parti...



L'art d'être démocrate

Jean Dumas

LES Anglo-saxons n'ont pas le monopole de l'humour. A preuve ce que je viens de lire dans un journal de Québec, *L'Action catholique*. Ce quotidien s'est assuré les services d'un nouveau collaborateur, M. Rodolphe Laplante, qui rédige une chronique intitulée: *Carnet d'un catholique démocrate*. C'est déjà de l'humour d'avoir choisi ce titre, quand on sait que M. Laplante a vécu plusieurs années à l'ombre et aux pieds de M. Duplessis, recueillant de la bouche du maître les propos démocratiques que l'on devine et dont il fait maintenant bénéficier les lecteurs de *l'Action*.

Préoccupé d'éducation démocratique, M. Laplante a analysé le problème de l'enseignement non-confessionnel chez nous. Voici quelques considérations qu'il a récemment livrées à ses lecteurs:

"Au moment où notre Très Saint-Père Jean XXIII dirige les préparatifs du prochain concile oecuménique et dont l'un des objectifs est de tendre à l'unité des croyants, il ne devrait pas être question de non-confessionnalité... Le sceptique, l'incroyant, l'athée sont des anachronismes à une époque où l'esprit religieux partout s'avive ou devrait s'aviver... C'est être rétrograde en 1961 que de nier la foi. C'est être antidémocrate que de vouloir au pays de Québec enlever le caractère confessionnel de notre enseignement pour respecter une liberté que l'on prétend lésée... Mensonge, car on ne peut organiser l'enseignement en dehors du cadre catholique, sans démolir notre structure traditionnelle de l'enseignement et dans le respect des autres croyances..."

Ceux qui estiment qu'il existe une doctrine catholique sur le respect des consciences pourront rectifier leurs idées en lisant monsieur Laplante.

On a accusé L'Union Nationale d'avoir favorisé "les tolérances". C'est une tendance qui n'a pas affecté tous les adeptes de ce parti, si on en juge par les idées de monsieur Laplante sur *la* tolérance. ★

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 18 novembre 1960, est formé des personnes suivantes:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler
VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson
SECRÉTAIRE :
Claude Longpré
TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

DIRECTEURS :
Benoit Baril
Jacques Hébert
Edgar Lespérance
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
J.-Z.-Léon Patenaude, président
Jeanne Lapointe
Roland Parenteau
ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay
VÉRIFICATEUR :
Bernard Dubé, C.A.

Autorisée comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa.

AU MAITRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à: CITE LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.



Montreal Baby Tooth Survey

P. O. Box 235 — Snowdon, Montréal

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le "Montreal Baby Tooth Survey" commencera sa campagne vendredi, le 25 novembre. Elle désire obtenir 50,000 dents. L'enquête veut faire une étude sur le strontium 90 absorbé par les enfants dans la province de Québec, étude basée sur une accumulation considérable de dents de lait que les enfants ont perdues.

La retombée provenant des explosions nucléaires contient le strontium 90, matière radioactive. Chez l'animal, il s'amasse dans les tissus riches en calcium tels que les os et les dents, et en particulier dans ces tissus en formation, c'est-à-dire ceux de l'enfant et du jeune animal. Dans la nourriture humaine, environ la moitié du strontium 90 vient du lait, alors que le blé et les légumes en fournissent le reste.

Le "Baby Tooth Survey" est précisément destiné à nous renseigner davantage sur ce problème. Les dents de lait sont très utiles à cette fin, vu la facilité de les accumuler en nombre considérable.

Des feuillets spéciaux ont été imprimés pour expliquer cette enquête. Ces feuillets seront distribués à Montréal par les pharmaciens membres du I.R.D.A. (Independent Retail Druggists Association), et par diverses associations scolaires.

Le "Baby Tooth Survey" a été organisé par un groupe de citoyens et d'hommes de science soucieux de l'intérêt commun et intéressés au problème que représente l'accumulation du strontium 90 chez les enfants. Parmi ceux qui font partie du comité scientifique consultatif, l'on compte le docteur H. G. Dion, doyen de la faculté d'agriculture du Collège Macdonald, le docteur Murray Cunningham, radiologiste à l'hôpital Royal Victoria et le docteur Pierre Dansereau, doyen de la faculté des sciences à l'Université de Montréal.

Si vous désirez d'autres renseignements sur l'enquête, vous êtes prié de vous adresser à "The Montreal Baby Tooth Survey", Boîte Postale 235, Bureau de Poste de Snowdon, Montréal, ou téléphoner à HU 4-7113.

